



Le baromètre du commerce de gros Focus « impacts du conflit au Moyen-Orient »

Baromètre du 2^e trimestre 2026 - Juillet 2026

A close-up photograph of a person's hand using a black marker to write on a yellow sticky note. The sticky note is attached to a wireframe sketch of a mobile application interface, which is pinned to a light-colored wall. The wireframe includes sections for 'SEARCH', 'ADDRESS', 'FACILITIES', 'BILLS', and 'HOUSE RULES'. Other sticky notes are visible in the background, one with the text 'Find position'.

01

Synthèse

Vue d'ensemble sur les hausses de coûts subies par les entreprises

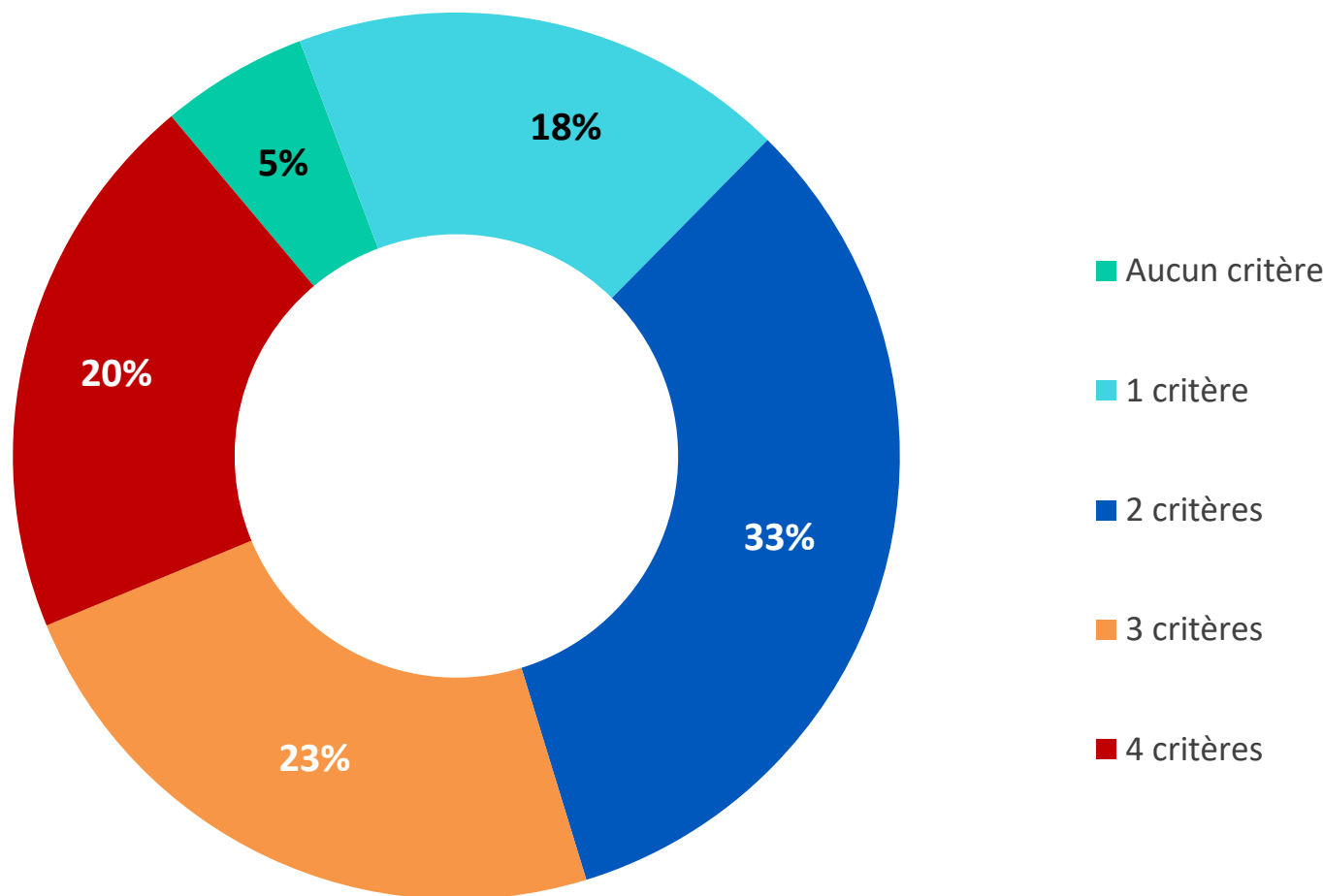
Plus des trois quarts des entreprises ont enregistré des hausses sur au moins 2 postes

- Les hausses de coûts ont été généralisées pour les entreprises du Commerce de gros. Sur la période février-juillet 2026, plus des trois quarts des entreprises ont enregistré des hausses sur au moins deux des quatre critères étudiés (coûts de transport routier de marchandises, coûts de collecte des déchets, prix des emballages et prix des marchandises), dont 20% sur l'ensemble des quatre postes. Seuls 18% des professionnels n'ont constaté des hausses que sur un seul de ces quatre critères. Pour 5% des entreprises, la stabilité a prévalu pour ces quatre postes de charges sur la période considérée.
- Dans le bâtiment, plus de 80% des entreprises ont constaté des hausses de coûts sur au moins deux des quatre critères étudiés (dont 17% pour l'ensemble des quatre postes). Les hausses n'ont concerné qu'un seul critère pour 15% des acteurs, et aucun pour seulement 4% des professionnels.
- Plus de 20% des entreprises des produits manufacturés ont constaté des hausses de coûts sur les quatre postes étudiés, une part plus importante que dans les autres secteurs. Seuls 5% des professionnels n'ont enregistré aucune hausse de coûts sur les quatre critères étudiés, et 22% sur un seul poste.
- Le secteur des produits agricoles et alimentaires se distingue par une part plus importante d'entreprises ayant enregistré une stabilité des coûts pour les quatre critères étudiés (10%). À l'opposé, près de 20% des professionnels ont enregistré des surcoûts sur l'ensemble des quatre postes.

Parmi les critères retenus (coûts de transport routier de marchandises, coûts de collecte des déchets, prix des emballages et prix des marchandises), combien ont été cités par les entreprises comme ayant progressé entre les mois de février et juillet 2026 ?

Nombre de critères en hausse cités par les entreprises (ensemble du Commerce de gros)

Unité : part en % / Source : CGF / Xerfi



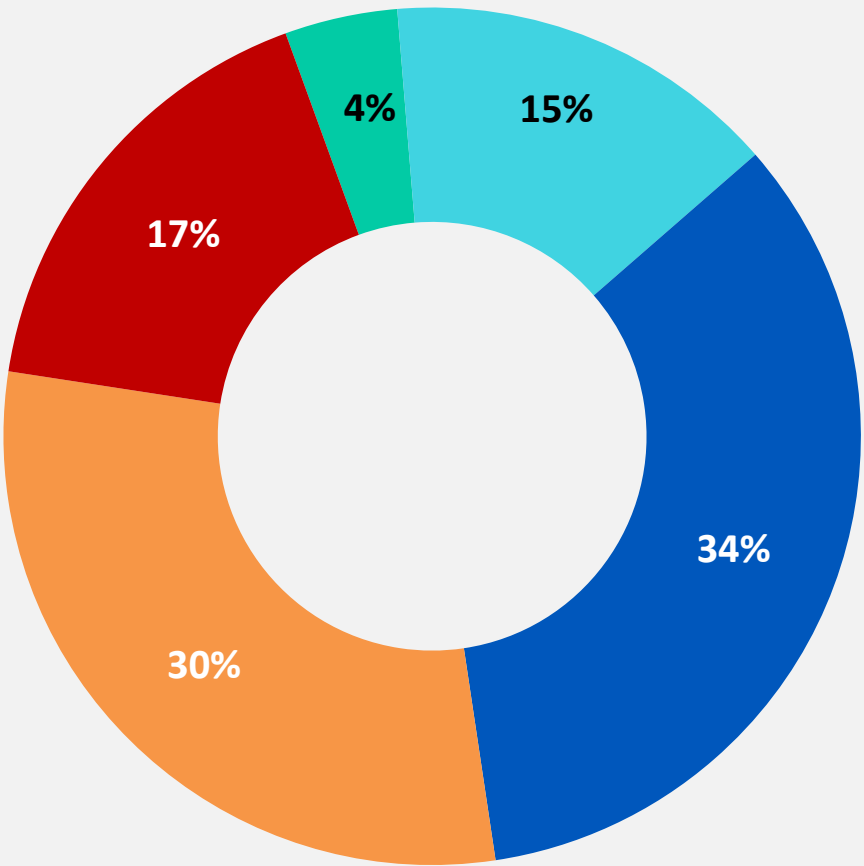
Vue d'ensemble sur les hausses de coûts subies par les entreprises

Davantage d'entreprises concernées par des hausses sur tous les postes dans les produits manufacturés

Nombre de critères en hausse cités par les entreprises

Bâtiment

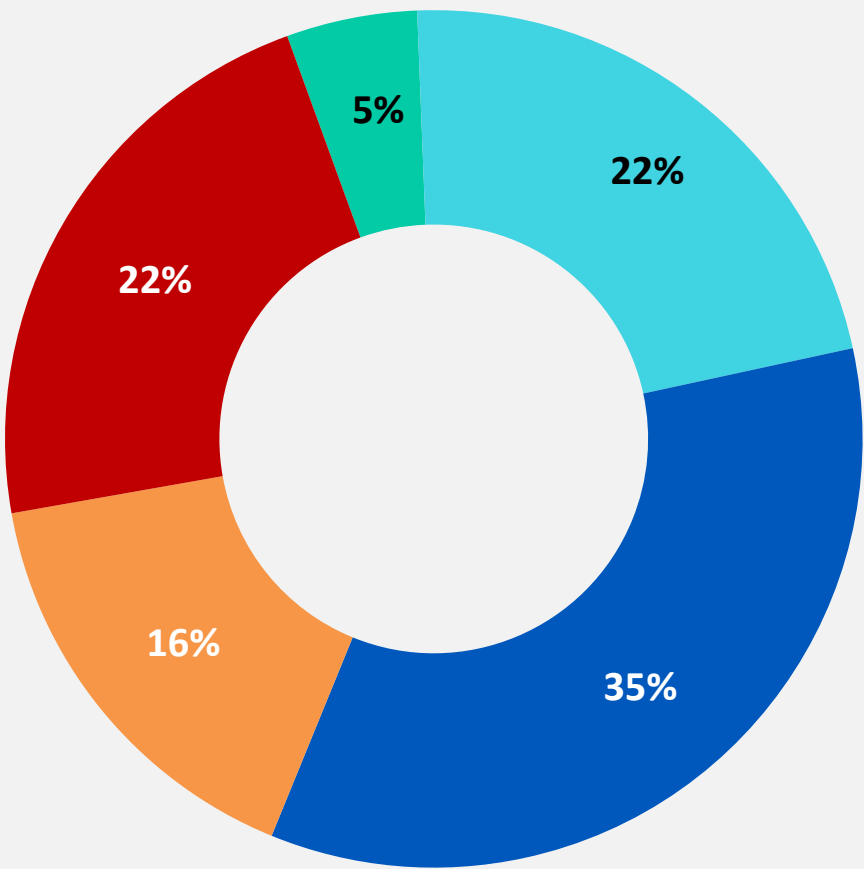
Unité : part en % / Source : CGF / Xerfi



Aucun critère 1 critère 2 critères 3 critères 4 critères

Produits manufacturés (yc pièces auto)

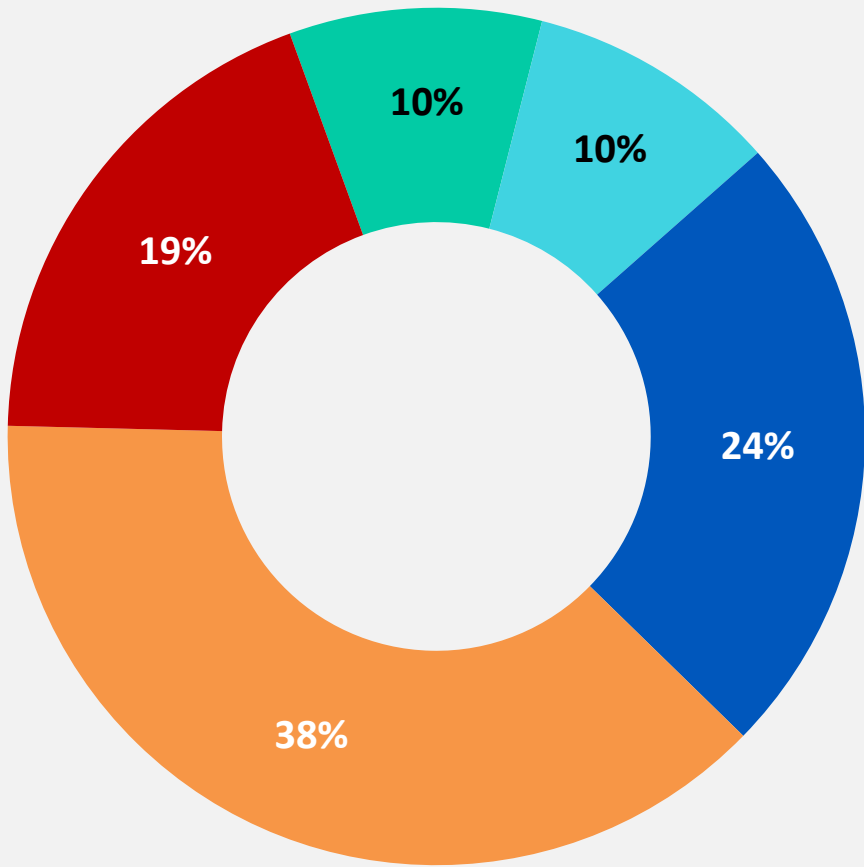
Unité : part en % / Source : CGF / Xerfi



Aucun critère 1 critère 2 critères 3 critères 4 critères

Produits agricoles et alimentaires

Unité : part en % / Source : CGF / Xerfi



Aucun critère 1 critère 2 critères 3 critères 4 critères

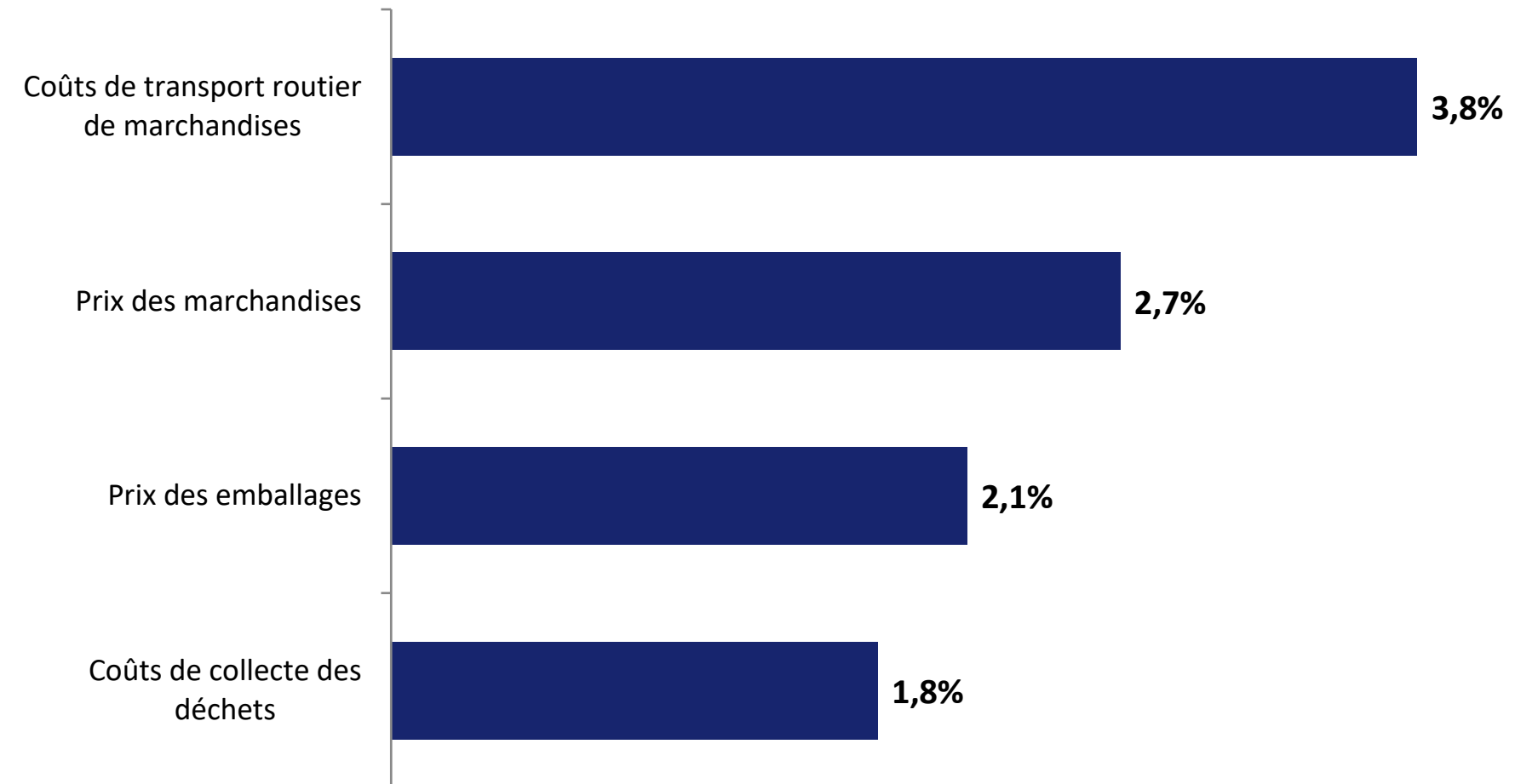
Vue d'ensemble sur les hausses de coûts subies par les entreprises

Les coûts de transport et des marchandises, postes les plus inflationnistes

- Pour l'ensemble des entreprises, la hausse moyenne la plus forte a été enregistrée dans le transport routier de marchandises (+3,8%), devant les prix des marchandises (+2,7%) et des emballages (+2,1%), puis les coûts de collecte des déchets (+1,8%).
- Dans le bâtiment, les hausses moyennes les plus importantes ont été enregistrées dans le transport routier de marchandises (+3,7%), devant les prix des marchandises (+3,4%), les coûts de collecte des déchets (+2,6%) et les prix des emballages (+2,2%).
- Dans les produits manufacturés, les postes les plus inflationnistes ont été le transport routier de marchandises (+3,9%), devant les prix des marchandises (+2,4%) et des emballages (+1,8%), puis les coûts de collecte des déchets (+1,3%).
- Le secteur des produits agricoles et alimentaires a également été concerné par une hausse sensible des coûts de transport routier de marchandises (+3,7%), mais aussi des prix des emballages (+3,4%). L'augmentation des coûts de collecte des déchets (+21%) et des prix des marchandises (+2,1%) a également été significative.

Hausse moyenne des coûts des entreprises entre février et juillet 2026 (ensemble du Commerce de gros)

Unité : part en % / Source : CGF / Xerfi

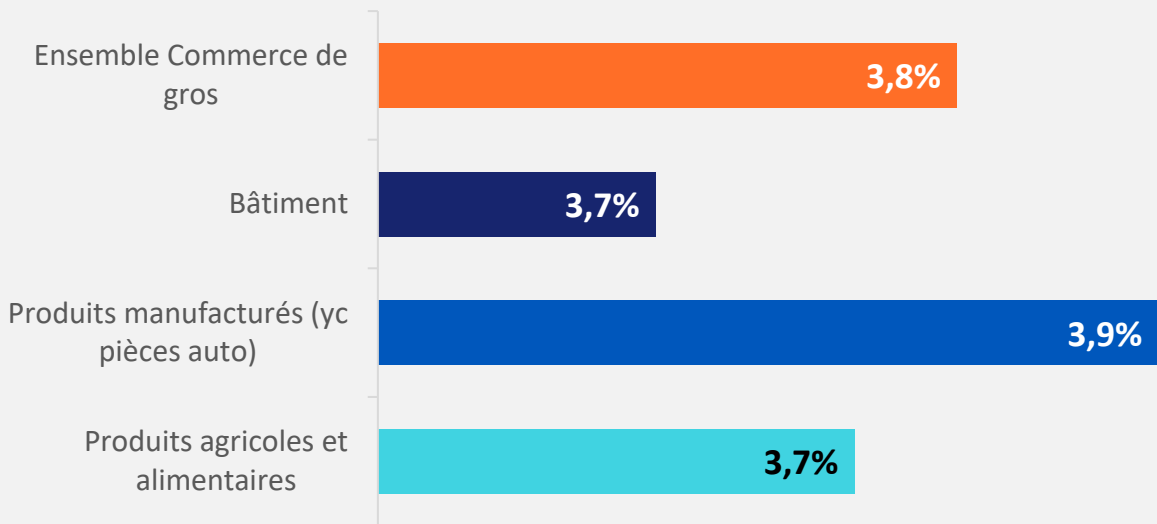


Vue d'ensemble sur les hausses de coûts subies par les entreprises

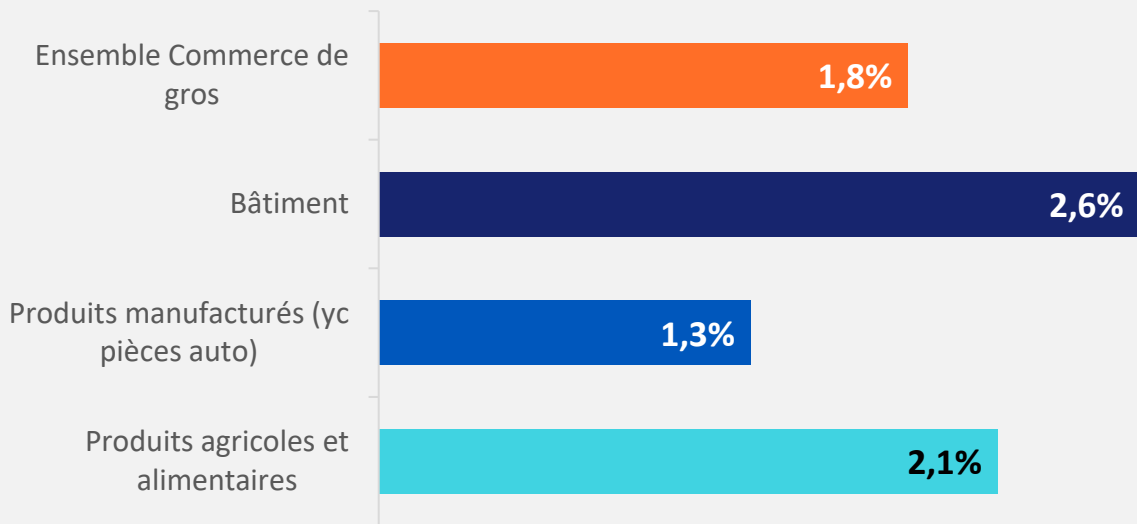
Les coûts de transport, poste qui a le plus augmenté pour tous les secteurs

Hausse moyenne des coûts des entreprises entre février et juillet 2026

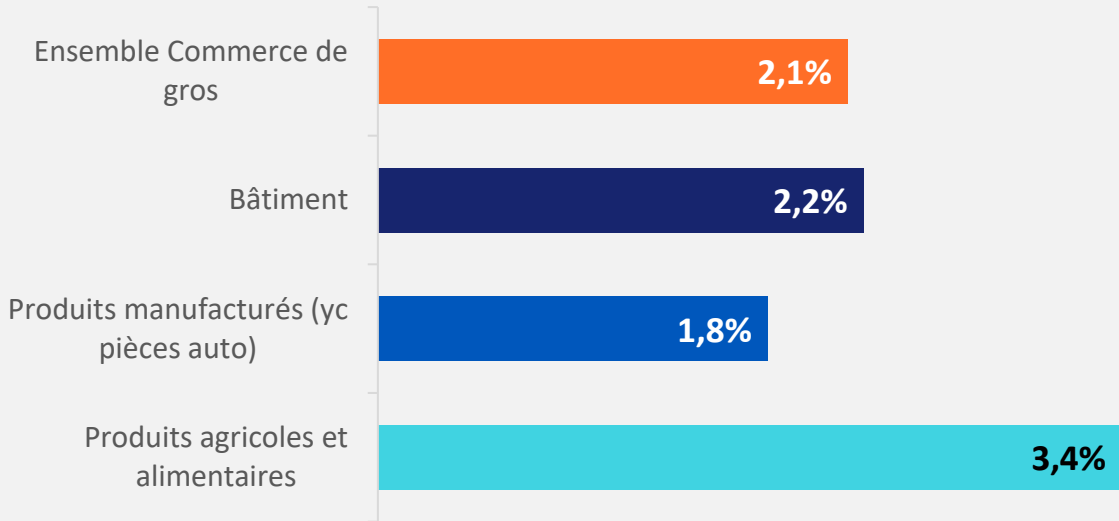
Coûts de transport routier de marchandises



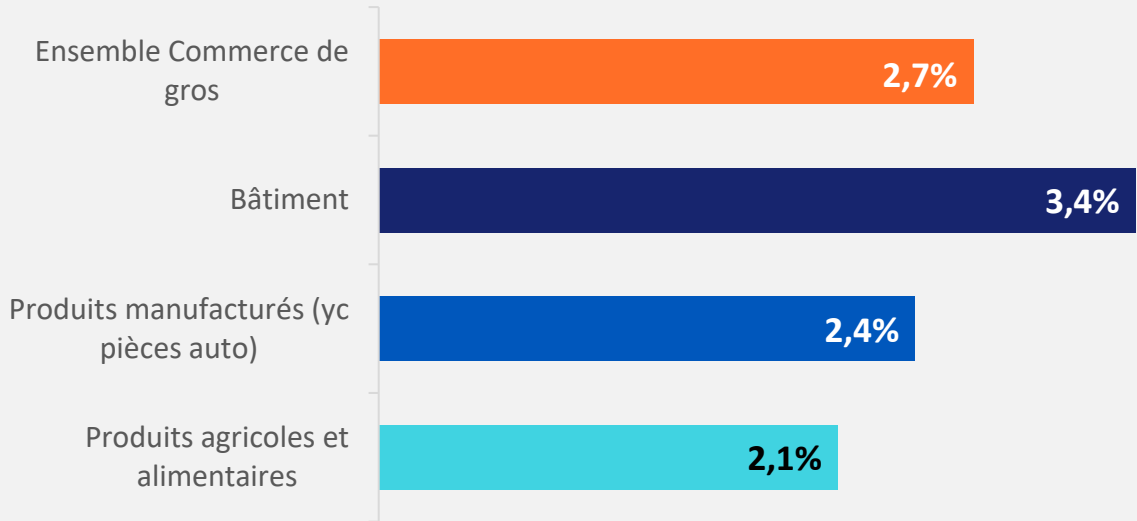
Coûts de collecte des déchets



Prix des emballages



Prix des marchandises



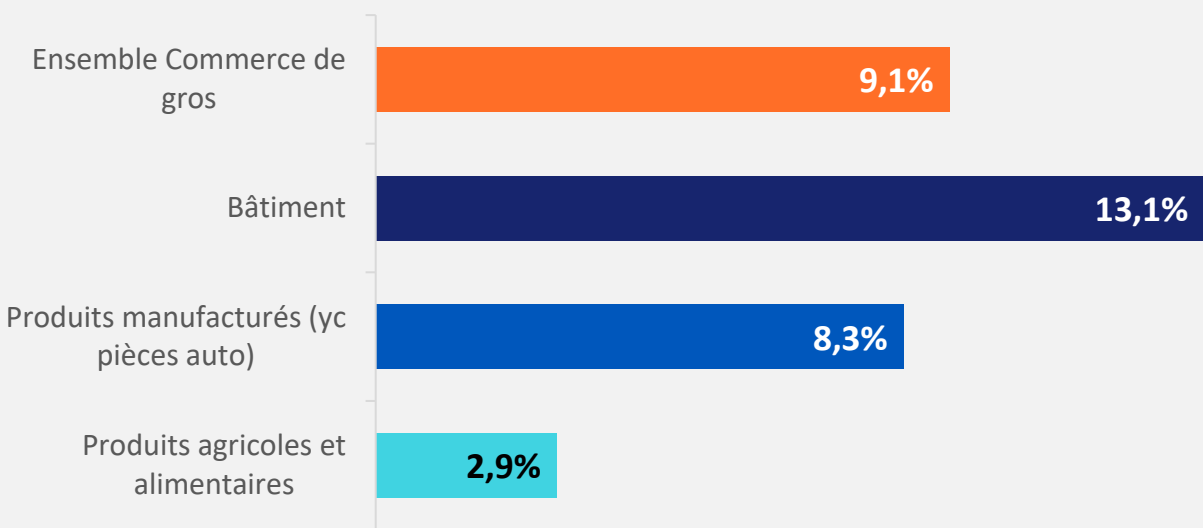
Vue d'ensemble sur la répercussion des hausses de coûts auprès des clients

Des hausses de coûts plus difficiles à répercuter auprès des clients publics

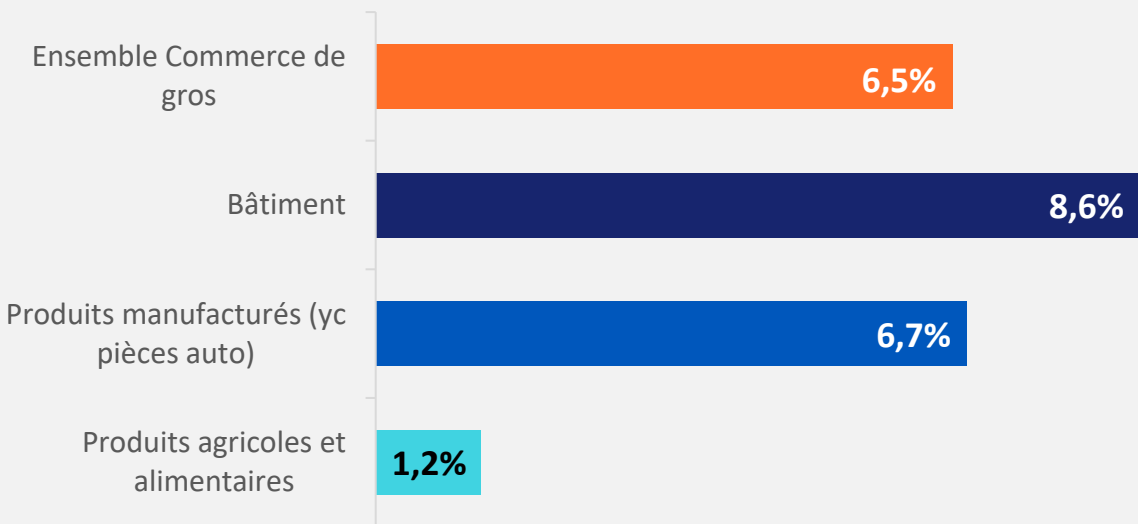
Répercussion moyenne des hausses de coûts dans les prix de vente

- En moyenne, les entreprises du Commerce de gros ne sont parvenues à répercuter qu'une faible part des hausses de coûts qu'elles ont subies dans leurs propres prix de vente : moins de 10% de ces hausses auprès de leurs clients privés, et moins de 7% auprès de leurs clients publics. La moindre capacité à faire évoluer les prix de vente dans le cadre de contrats publics se vérifie pour l'ensemble des secteurs.
- Le bâtiment se distingue comme le secteur ayant eu davantage de marges de manœuvre pour répercuter ces hausses de prix, à hauteur de 13% en moyenne auprès des clients privés et d'un peu moins de 9% auprès des clients publics.
- Les entreprises des produits manufacturés ont été davantage contraintes dans leurs politiques tarifaires. En moyenne, elles ont pu répercuter respectivement environ 8% et 7% de leurs hausses de coûts auprès de leurs clients privés et publics.
- Les entreprises des produits agricoles et alimentaires ont eu une capacité nettement moindre que dans les autres secteurs à négocier des revalorisations tarifaires auprès de leurs clients, tant privés que publics. Elles n'ont pu répercuter qu'à peine 3% de leurs hausses de coûts dans le premier cas, et seulement un peu plus de 1% dans le second.

Répercussion auprès des clients privés



Répercussion auprès des clients publics



A person's hand is shown writing on a yellow sticky note that is attached to a wireframe sketch of a mobile application interface on a wall. The sketch includes sections for 'SEARCH', 'ADDRESS', 'FACILITIES', 'BILLS', and 'HOUSE RULES'. Other sticky notes are visible, one with the text 'Find position'.

02

Résultats

1. Impacts sur les coûts de transport routier de marchandises

Des hausses de coûts enregistrés par près de 80% des entreprises

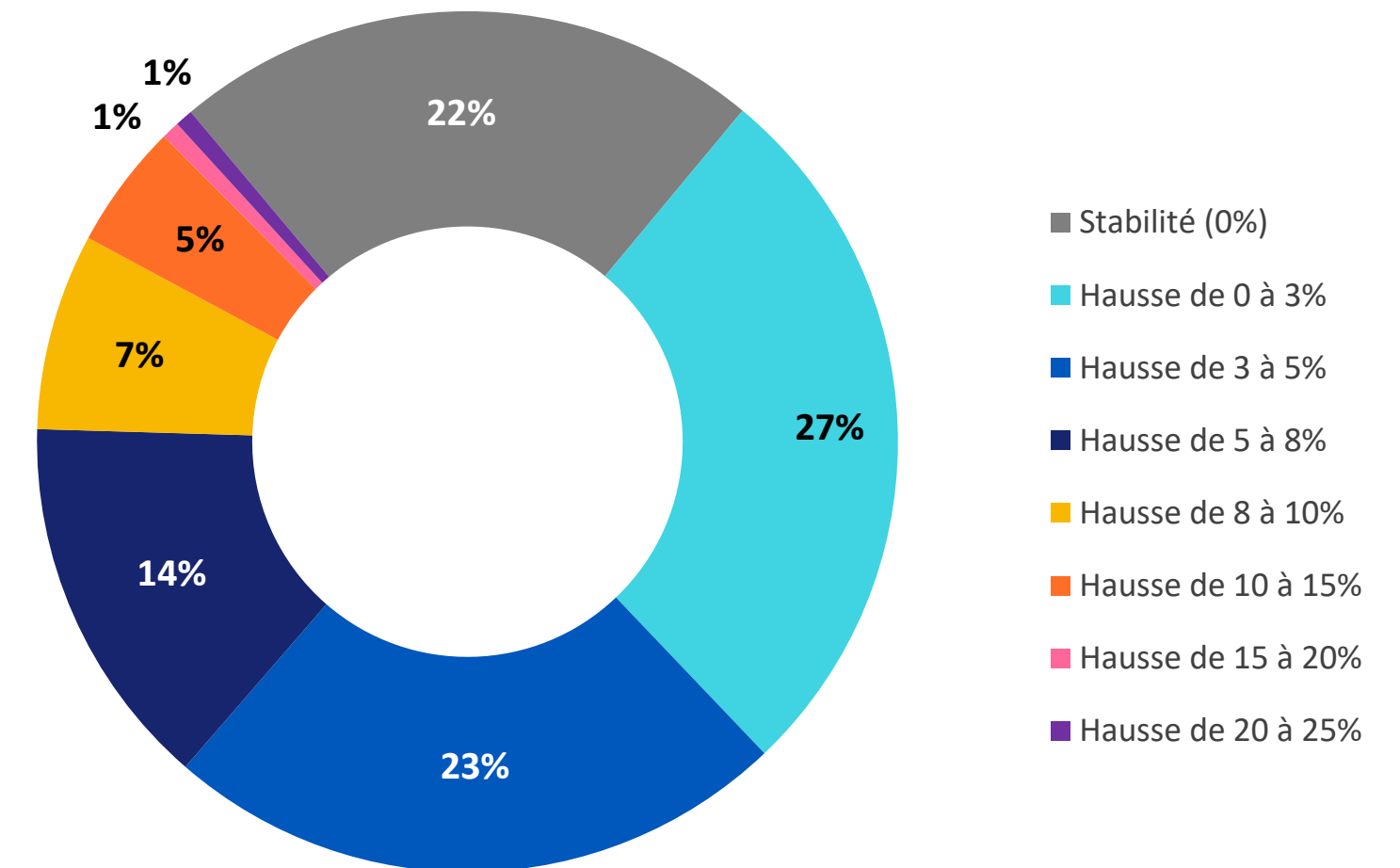
- Les coûts de transport routier de marchandises se sont nettement renchérissés au cours des derniers mois. Dans le contexte du conflit en Iran, la hausse des prix du pétrole et du gaz s'est répercutée sur les carburants. Les prix du gazole ont ainsi augmenté de 34% au 2^e trimestre 2026 (par rapport au même trimestre de l'année précédente).
- Les transporteurs ont en partie répercuté ces surcoûts. Près de 80% des entreprises du Commerce de gros ont ainsi enregistré des hausses de leurs frais de transport routier entre février et juillet 2026, dont 50% des hausses comprises entre 0% et 5%, 21% des hausses comprises entre 5% et 10%, et 7% des hausses supérieures à 10%. En revanche, les coûts sont restés stables pour 22% des professionnels.
- Les évolutions ont été similaires pour le secteur des produits manufacturés. Plus des trois quarts des entreprises ont été confrontées à des augmentations tarifaires, dont près de la moitié à des hausses comprises entre 0% et 5%.
- Les hausses des coûts de transport ont été davantage ressenties dans le bâtiment. 85% des entreprises ont été concernées, enregistrant majoritairement des hausses comprises entre 0% et 5% (62% des acteurs) et entre 5% et 10% (19%).
- Les répercussions ont été moindres dans le secteur des produits agricoles et alimentaires. Un tiers des entreprises a constaté une stabilité des coûts de transport. Pour les professionnels ayant enregistré des hausses, celles-ci ont été comprises entre 0% et 5% (29% des acteurs) et entre 5% et 10% (38%).

Quel est, entre le mois de juillet 2026 et le mois de février 2026, le % de variation des prix du transport routier de marchandises facturés par vos prestataires de transport ?

(Ces variations peuvent provenir indifféremment de l'application des clauses d'indexation carburant, d'une revalorisation des prix de transport ou d'une facturation de surcharges de toutes natures)

Variation des coûts de transport routier de marchandises (ensemble du Commerce de gros)

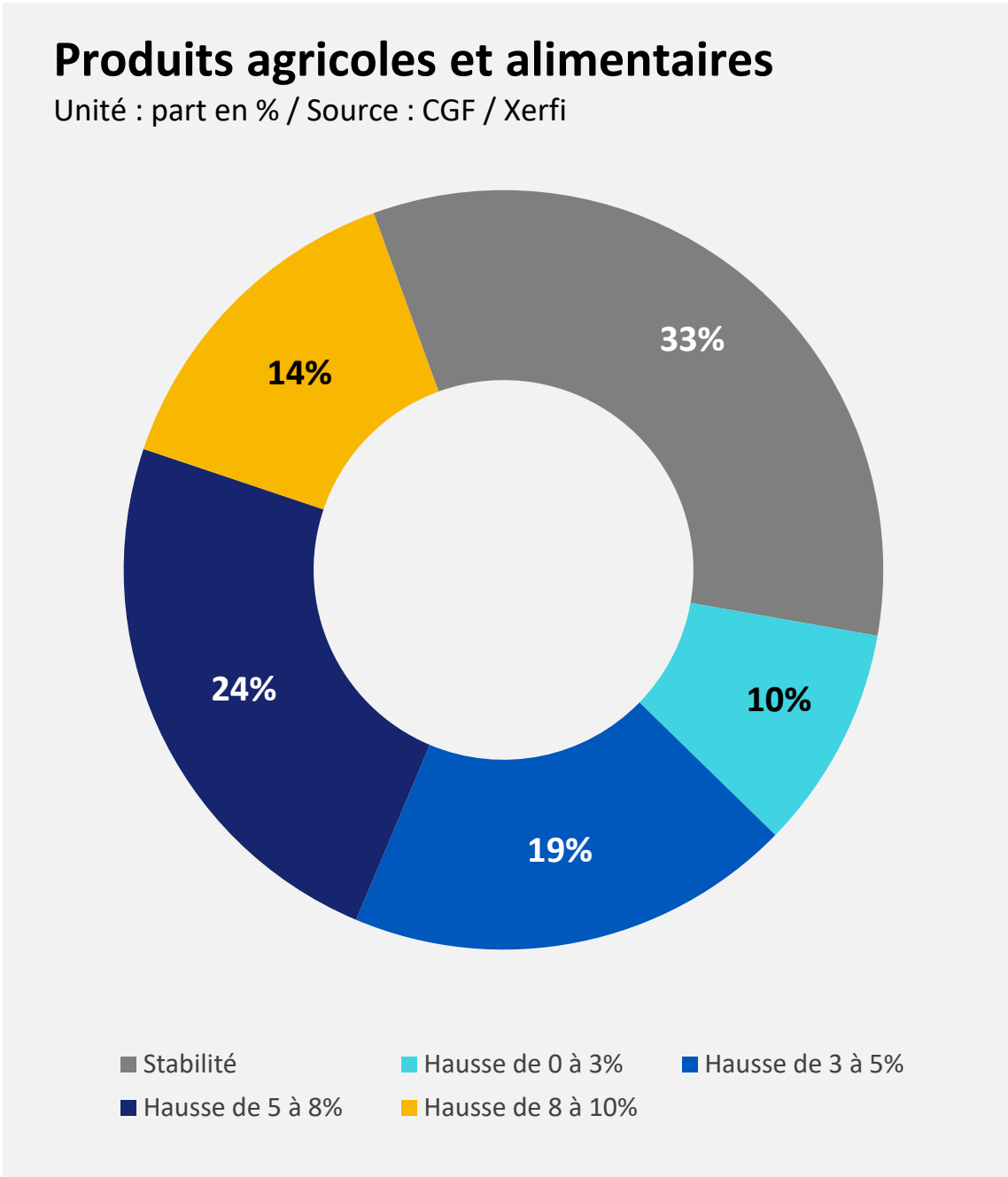
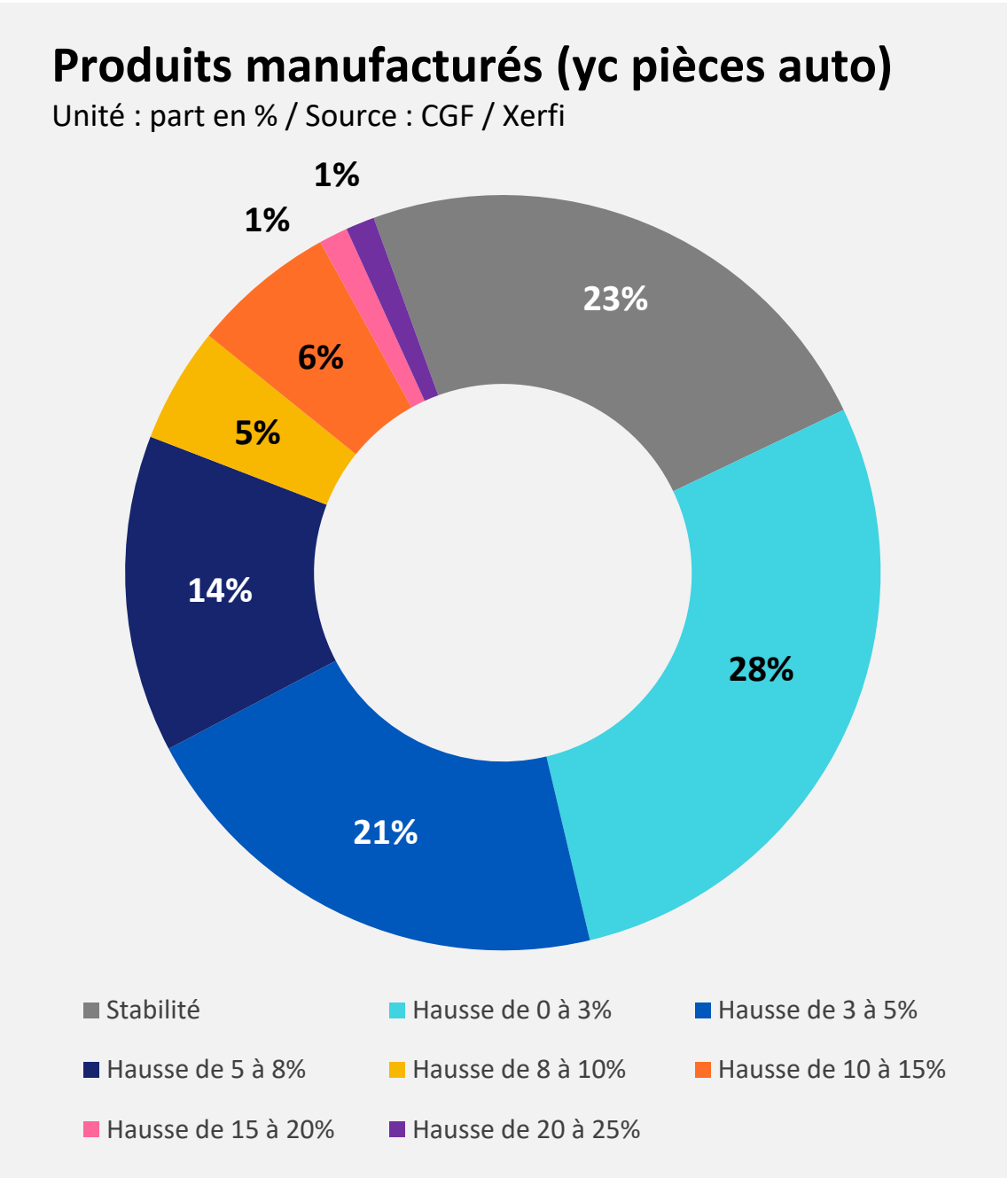
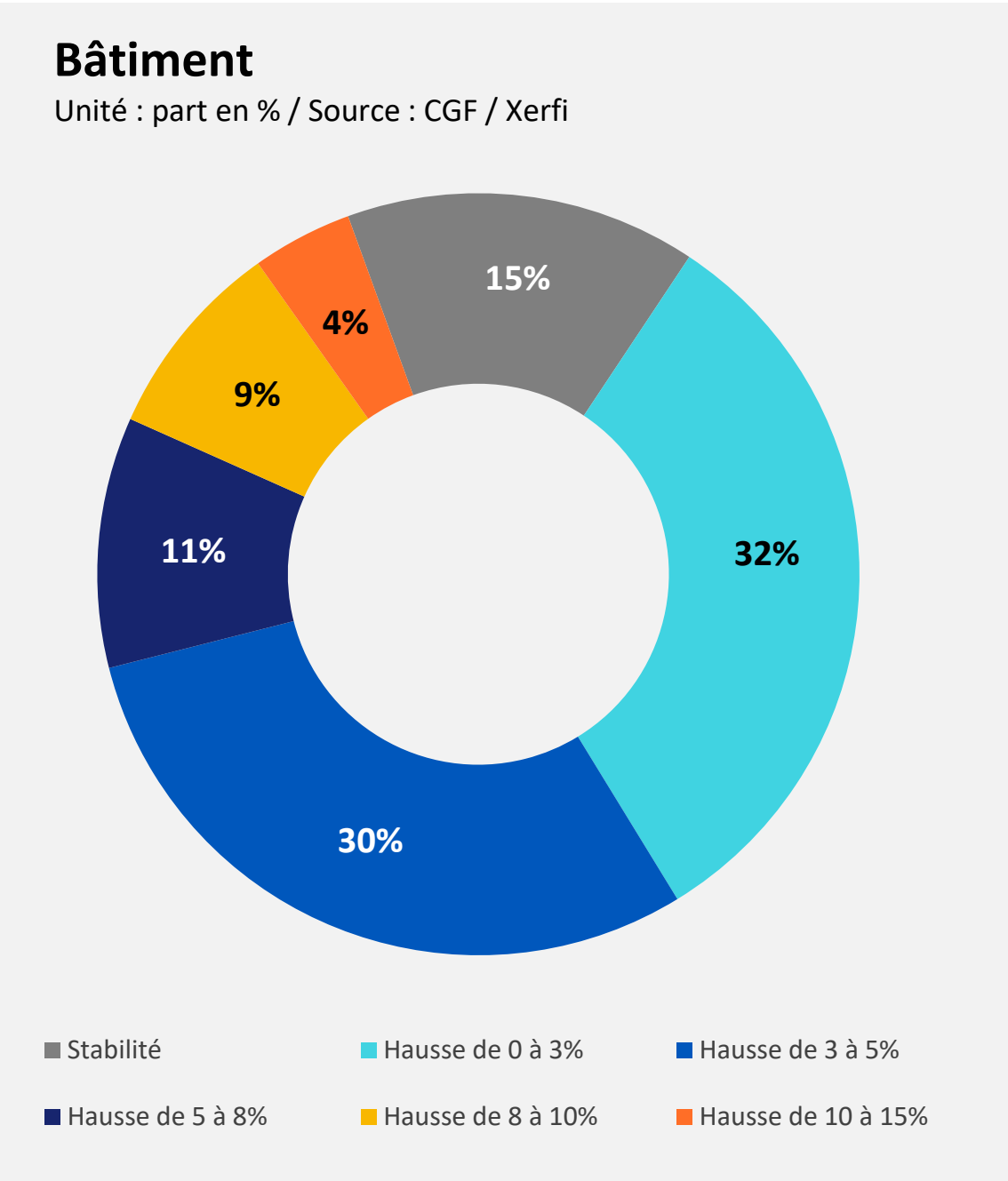
Unité : part en % / Source : CGF / Xerfi



1. Impacts sur les coûts de transport routier de marchandises

Davantage d'entreprises concernées par les hausses de coûts dans le bâtiment

Variation des coûts de transport routier de marchandises



2. Impacts sur les coûts de collecte des déchets

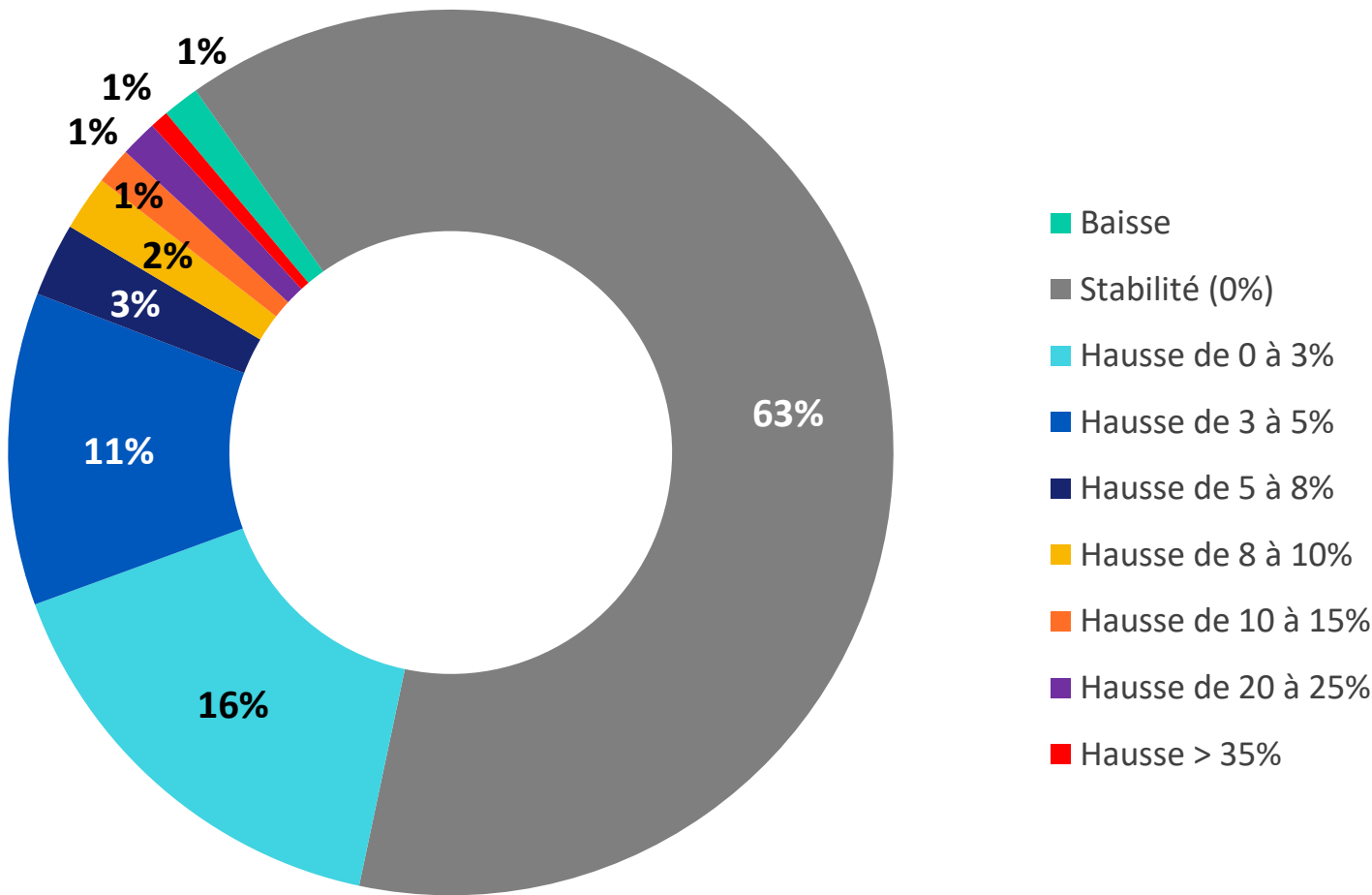
Stabilité des coûts pour près des deux tiers des entreprises

- La hausse des prix des services de collecte des déchets s'est accélérée au premier semestre 2026, en lien principalement avec le renchérissement des carburants mais aussi d'autres coûts (frais de personnel, d'entretien des véhicules et de renouvellement des équipements). La hausse des prix se transmet progressivement aux tarifs facturés aux clients lors de la révision des contrats, avec un décalage lié aux clauses d'indexation.
- Dans ce contexte, un peu plus d'un tiers des entreprises du Commerce de gros ont enregistré des hausses de coûts de collecte des déchets entre février et juillet 2026, principalement comprises entre 0 et 5% (28% des acteurs).
- Dans le bâtiment, une part plus faible d'entreprises a été confrontée à ces hausses de coûts sur la période. Près de 70% des professionnels ont constaté une stabilité de leurs frais, et 4% une baisse. Toutefois, pour les acteurs concernés, les augmentations ont pu être importantes : 6% des entreprises ont enregistré des hausses de coûts supérieures à 20%.
- Dans les produits manufacturés, 29% des entreprises ont fait face à des hausses comprises entre 0 et 5%, et 7% à des hausses comprises entre 5 et 15%. 64% des acteurs n'ont pas constaté d'évolution des coûts.
- Dans les produits agricoles et alimentaires, plus de la moitié des entreprises ont enregistré des hausses de coûts, principalement comprises entre 0 et 5% (43% des acteurs). Seuls 48% des professionnels ont constaté une stabilité de ces frais.

Quel est, entre le mois de juillet 2026 et le mois de février 2026, le % de variation des coûts de collecte des déchets facturés par vos prestataires ?

Variation des coûts de collecte des déchets (ensemble du Commerce de gros)

Unité : part en % / Source : CGF / Xerfi



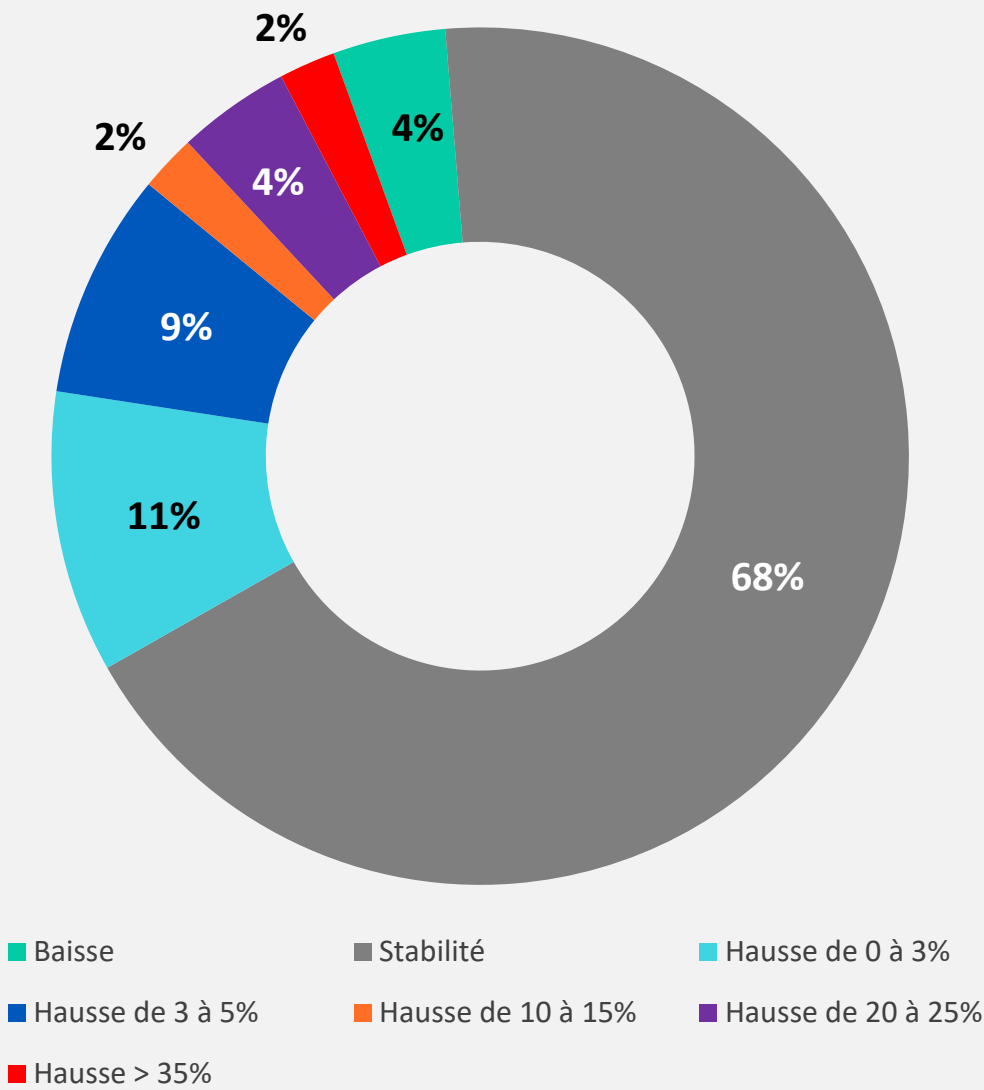
2. Impacts sur les coûts de collecte des déchets

Des hausses de coûts davantage ressenties dans les produits agricoles et alimentaires

Variation des coûts de collecte des déchets

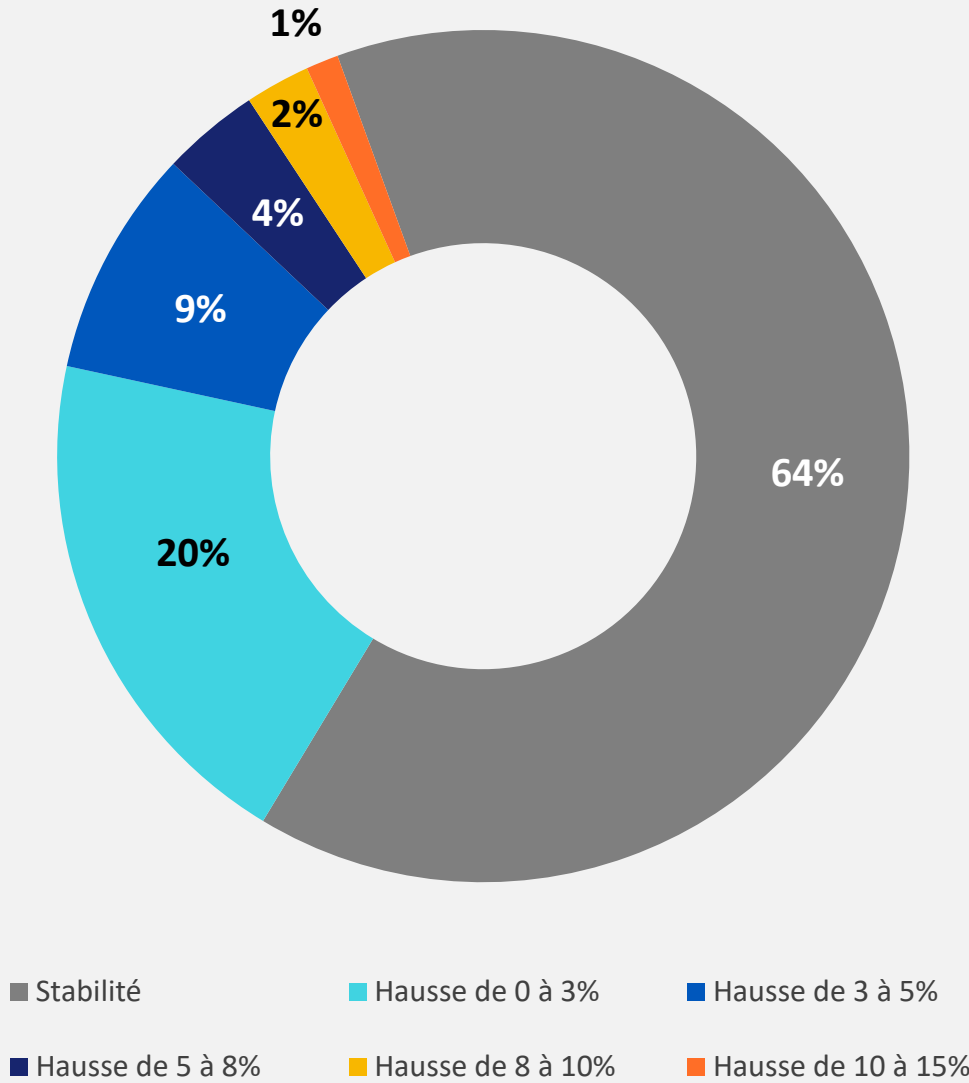
Bâtiment

Unité : part en % / Source : CGF / Xerfi



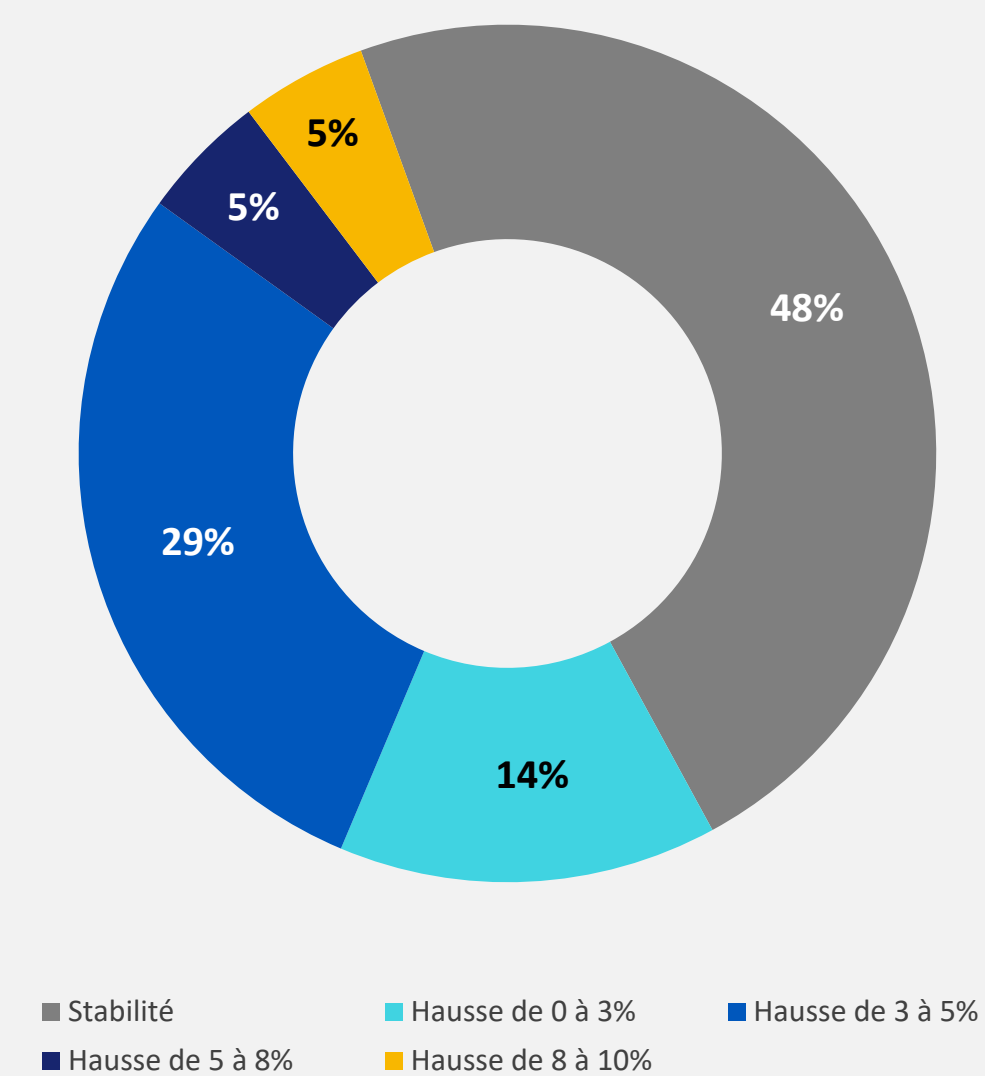
Produits manufacturés (yc pièces auto)

Unité : part en % / Source : CGF / Xerfi



Produits agricoles et alimentaires

Unité : part en % / Source : CGF / Xerfi



3. Impacts sur les prix des emballages

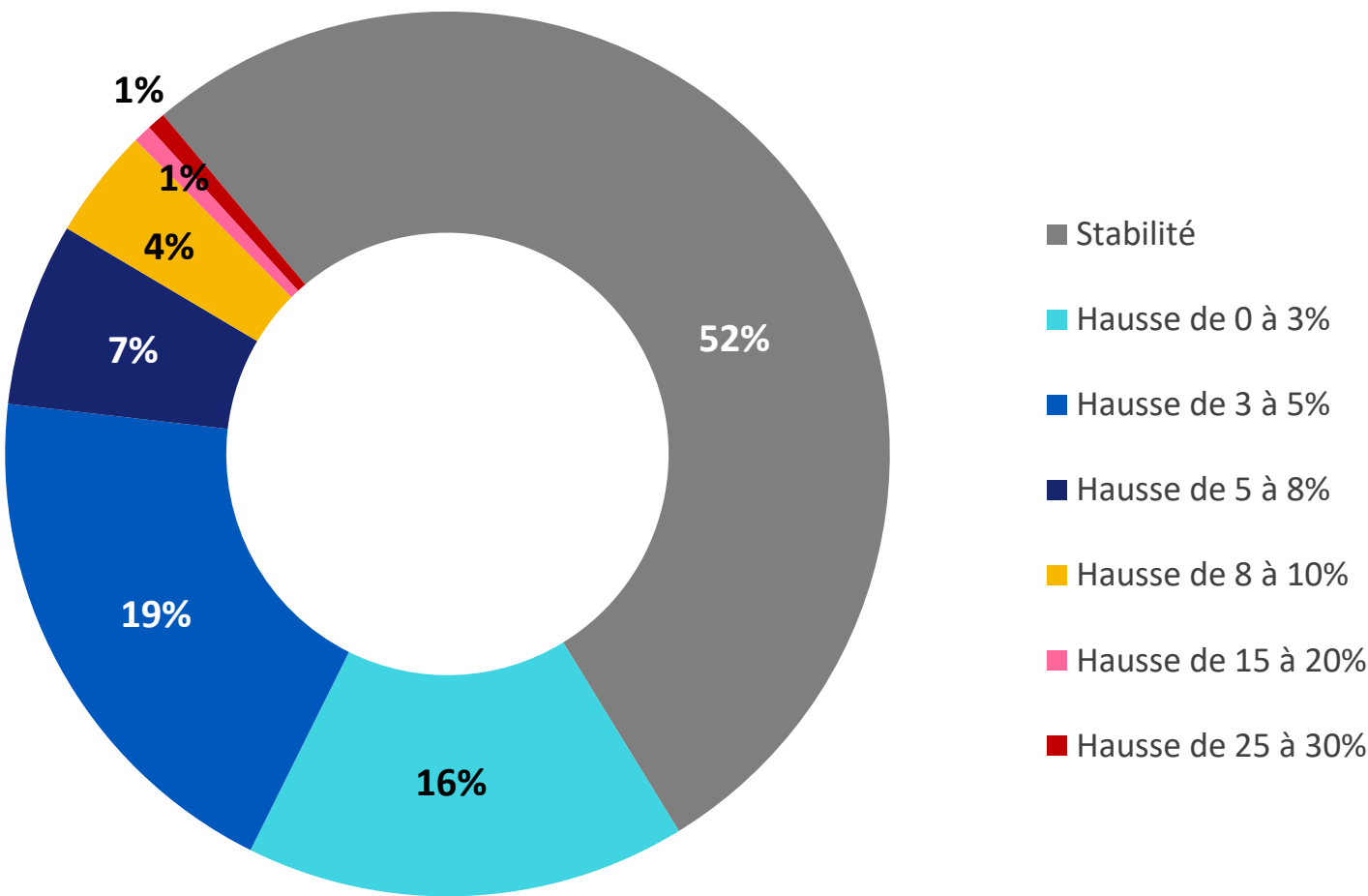
Stabilité des coûts pour un peu plus de la moitié des entreprises

- Les prix des emballages ont augmenté au premier semestre 2026, pour la plupart des matériaux. La hausse des cours des matières premières (pétrole, aluminium) et de l'énergie (électricité, gaz) a tiré les prix des emballages métalliques, en plastique et en bois. Les évolutions ont été plus limitées pour les emballages en verre et en papier-carton.
- Dans ce contexte, un peu moins de la moitié des entreprises du Commerce de gros ont enregistré des hausses de prix des emballages entre février et juillet 2026. Celles-ci ont été comprises entre 0 et 5% (36% des acteurs), entre 5 et 10% (11%), voire supérieure à 15% (1%).
- Les évolutions ont été similaires dans le bâtiment. 51% des entreprises ont constaté une stabilité de ces coûts sur la période.
- Cette proportion a été plus importante dans les produits manufacturés (57%). Un tiers des acteurs a fait face à des hausses comprises entre 0 et 5%, et 10% à des hausses comprises entre 5 et 10%.
- En revanche, dans les produits agricoles et alimentaires, seuls 38% des professionnels n'ont pas enregistré de hausses de coûts. 43% des entreprises ont été confrontées à des hausses comprises entre 0 et 5%, et 14% à des hausses comprises entre 5 et 10%. 5% des acteurs ont fait face à des hausses supérieures à 15%, une part supérieure aux autres secteurs (2% dans le bâtiment et 0% dans les produits manufacturés).

Quel est, entre le mois de juillet 2026 et le mois de février 2026, le % de variation des prix des emballages (yc supports de charge) que vous avez supportés ?

Variation des prix des emballages (ensemble du Commerce de gros)

Unité : part en % / Source : CGF / Xerfi



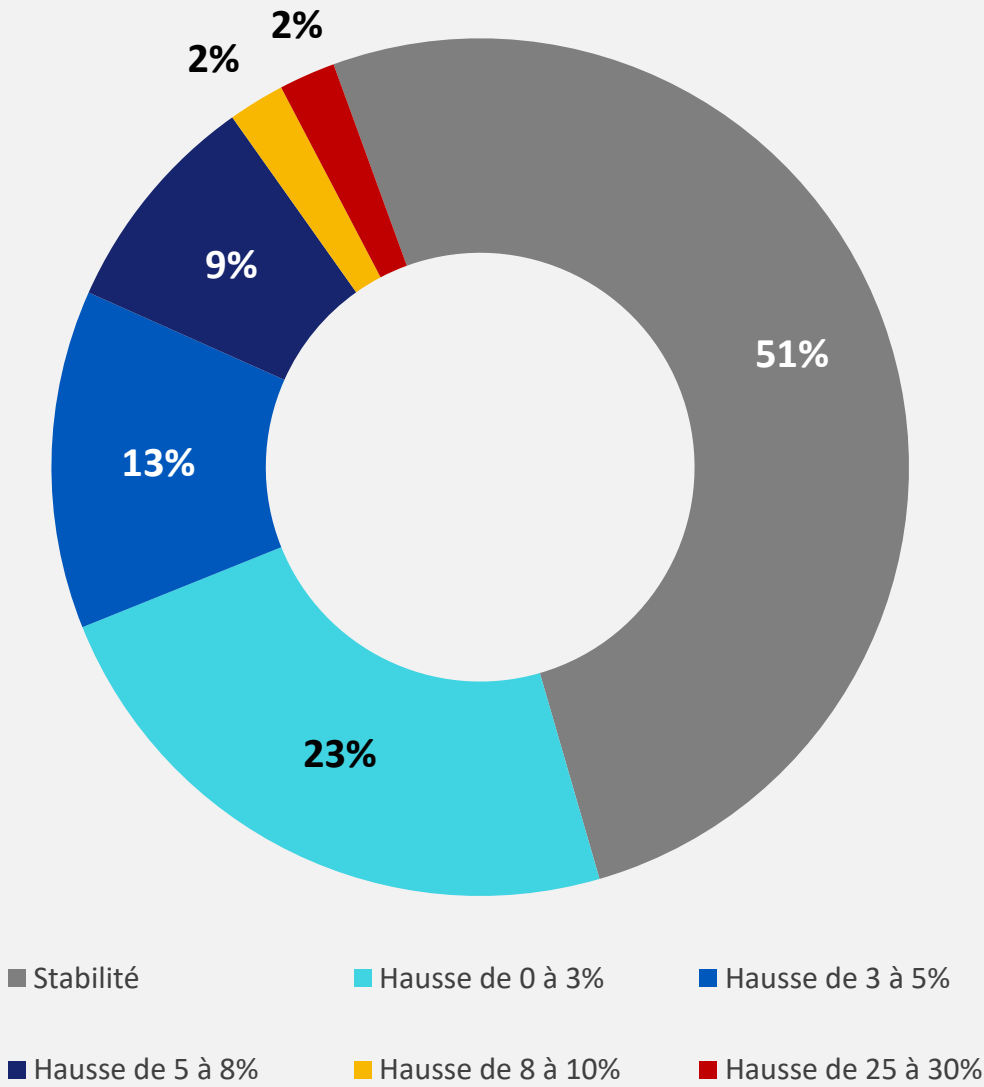
3. Impacts sur les prix des emballages

Le secteur des produits agricoles et alimentaires davantage exposé aux hausses de prix

Variation des prix des emballages

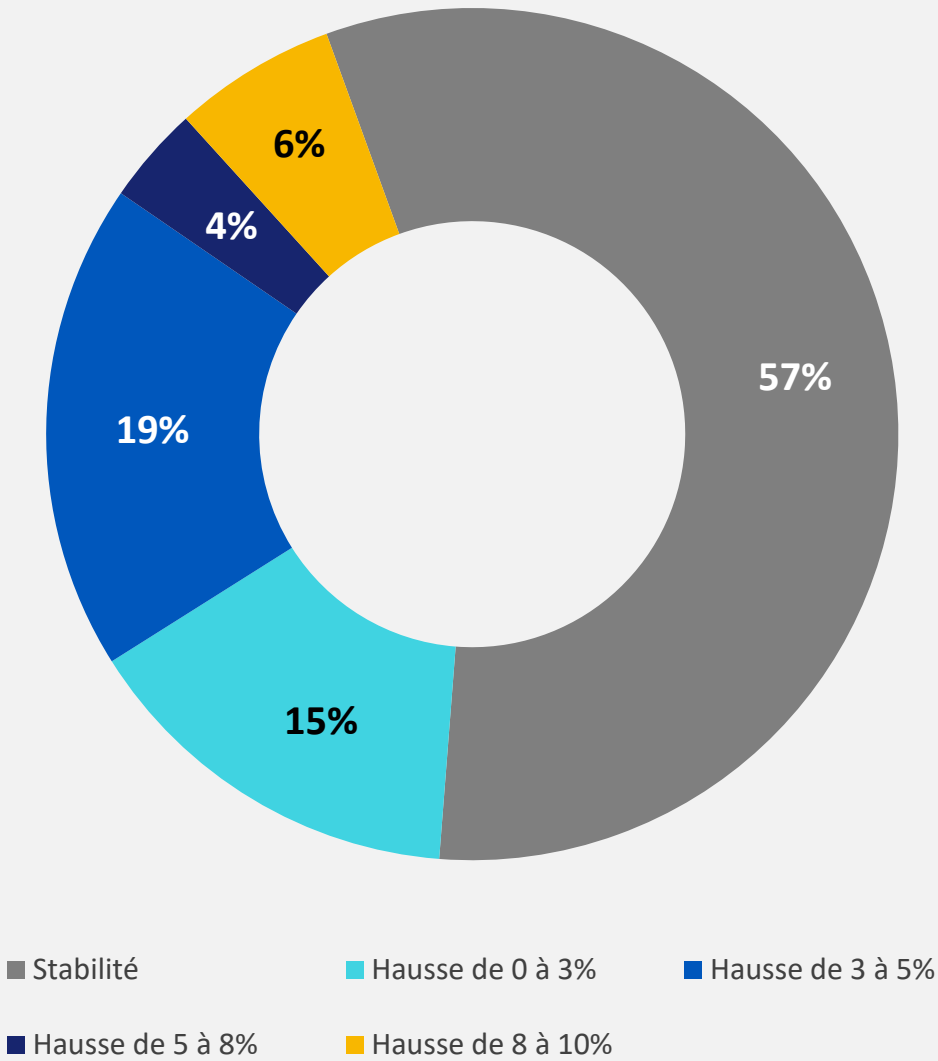
Bâtiment

Unité : part en % / Source : CGF / Xerfi



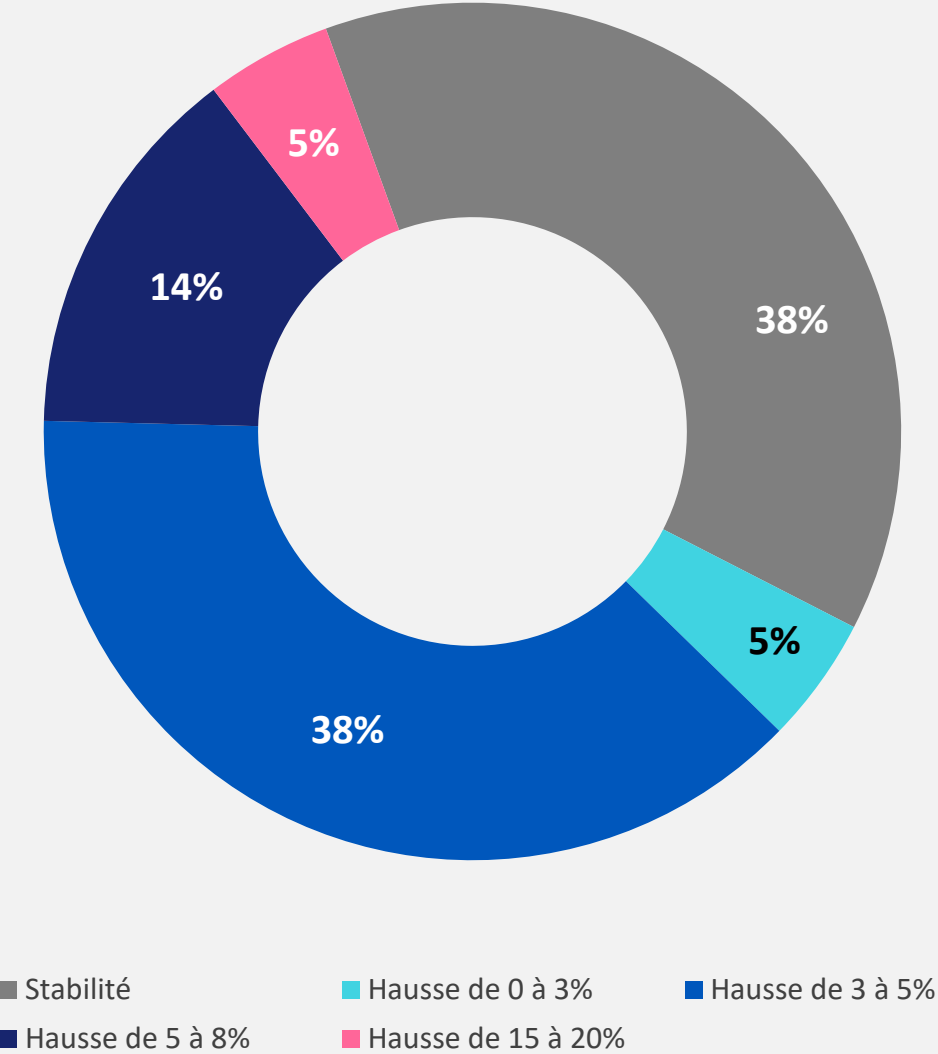
Produits manufacturés (yc pièces auto)

Unité : part en % / Source : CGF / Xerfi



Produits agricoles et alimentaires

Unité : part en % / Source : CGF / Xerfi



4. Impacts sur les prix des marchandises

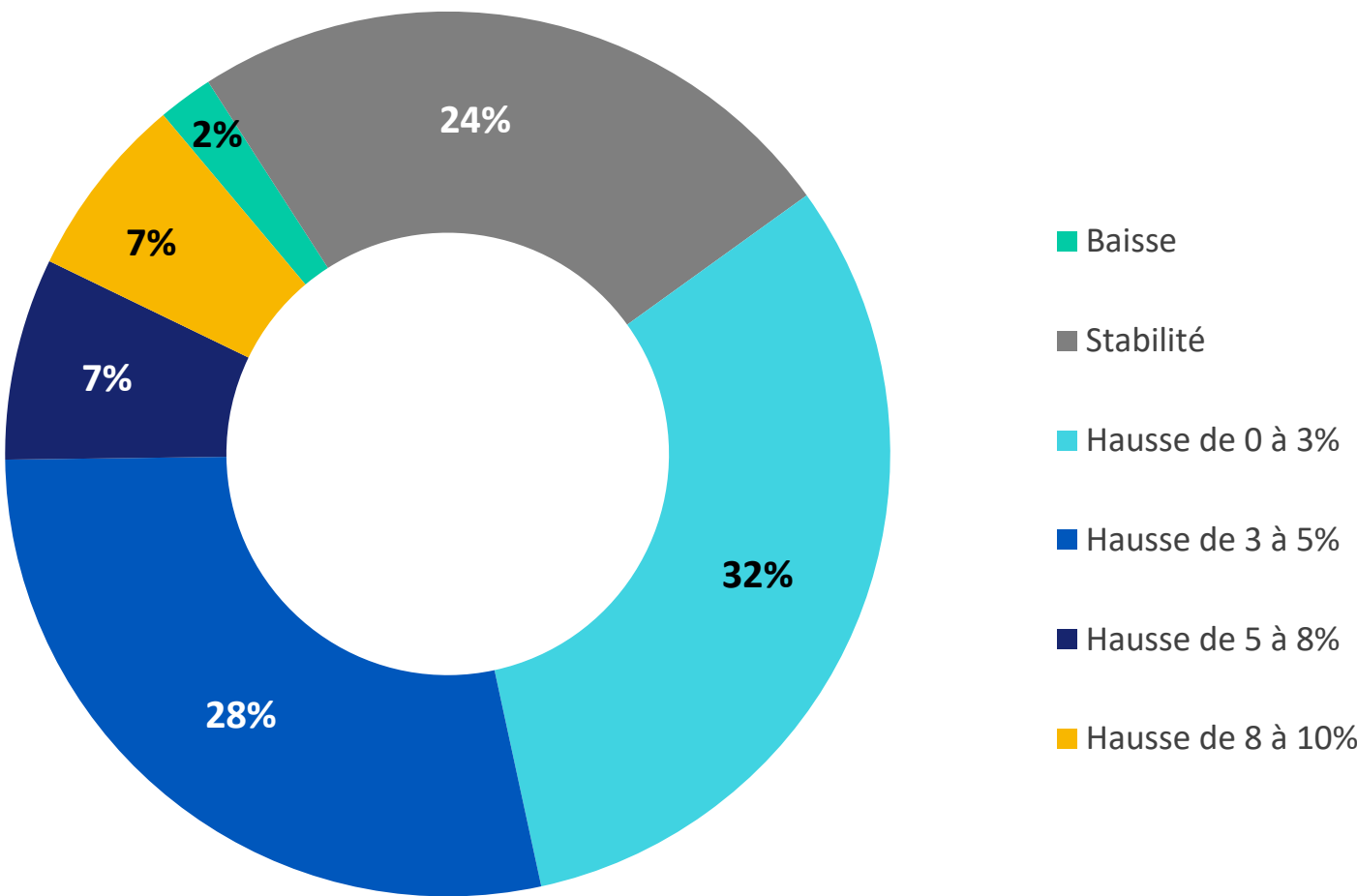
Près des trois quarts des entreprises touchées par des hausses de prix

- Les prix des marchandises sont restés stables pour près d'un quart des entreprises du Commerce de gros entre février et juillet 2026. 60% des professionnels ont été confrontés à des hausses de prix comprises entre 0 et 5%, et 14% à des hausses comprises entre 5 et 10%.
- Le bâtiment est le seul secteur où des entreprises ont enregistré des baisses de prix des marchandises (6% des acteurs). En revanche, les prix sont restés stables pour seulement 15% des entreprises. 57% des professionnels ont fait face à des hausses de prix comprises entre 0 et 5%, et 22% à des hausses comprises entre 5 et 10% (soit une proportion plus importante que dans les autres secteurs).
- Dans les produits manufacturés, 62% des entreprises ont relevé des hausses de prix comprises entre 0 et 5%, et 11% des hausses comprises entre 5 et 10%. Les prix sont restés stables pour 27% des acteurs.
- Un tiers des entreprises du secteur des produits agricoles et alimentaires a enregistré une stabilité des prix des marchandises, une part plus importante que dans les autres secteurs. 57% des professionnels ont fait face à des hausses de prix comprises entre 0 et 5%, et 10% à des hausses comprises entre 5 et 10%.

Quel est, entre le mois de juillet 2026 et le mois de février 2026, le % de variation des prix des marchandises que vous avez achetées ?

Variation des prix des marchandises (ensemble du Commerce de gros)

Unité : part en % / Source : CGF / Xerfi



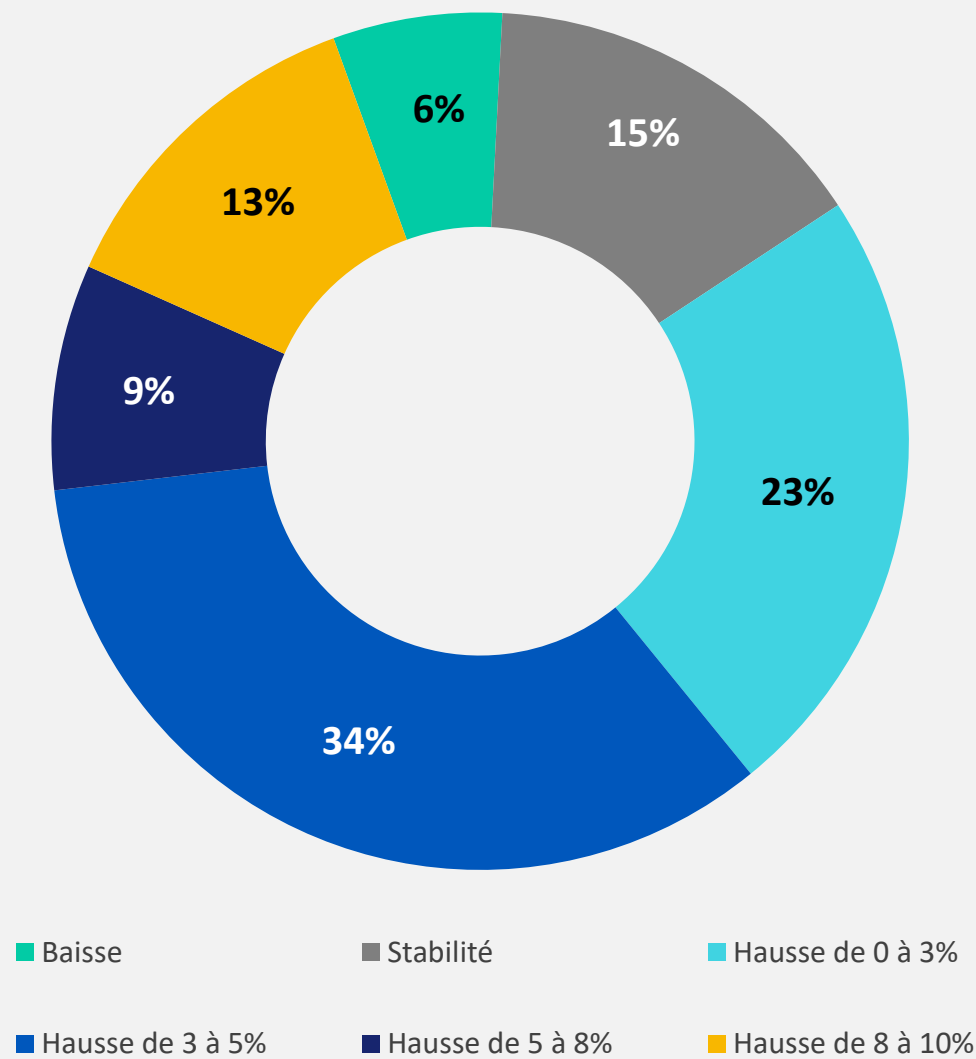
4. Impacts sur les prix des marchandises

Les hausses de prix supérieures à 5% surtout enregistrées dans le bâtiment

Variation des prix des marchandises

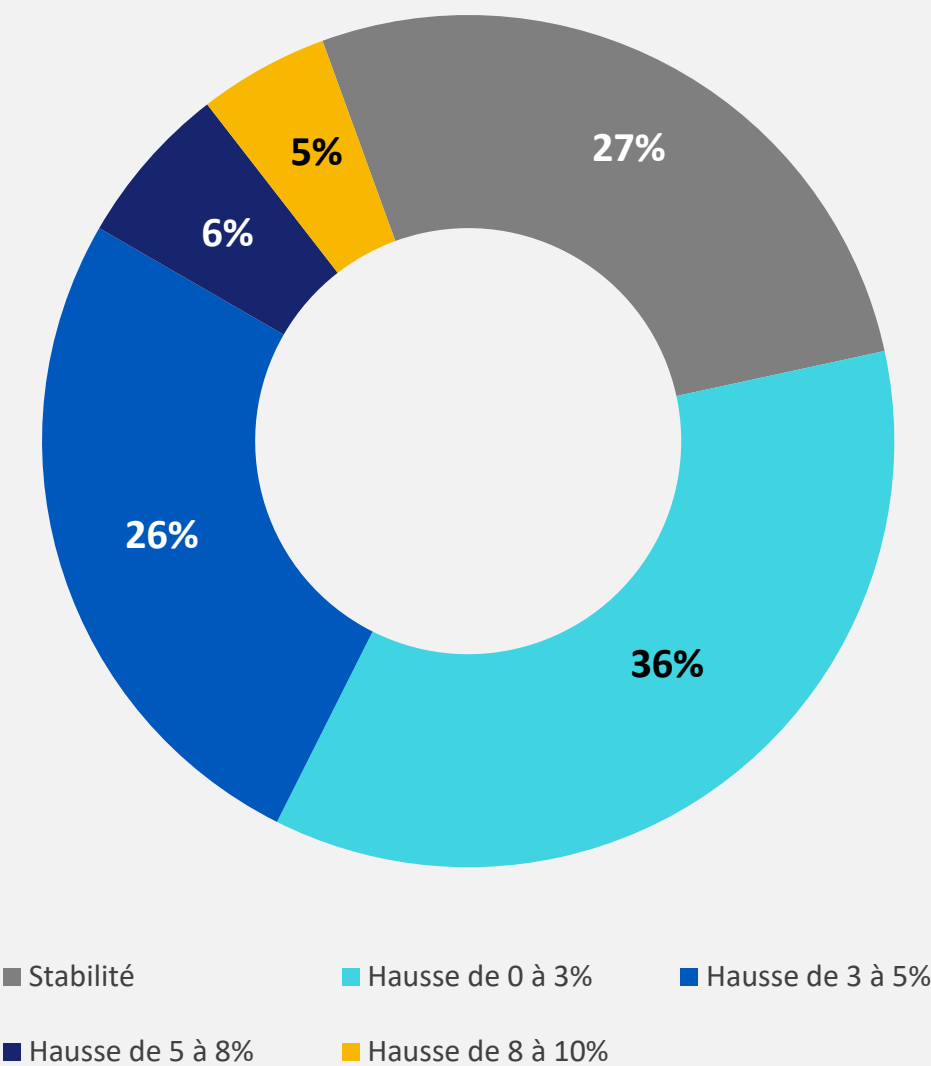
Bâtiment

Unité : part en % / Source : CGF / Xerfi



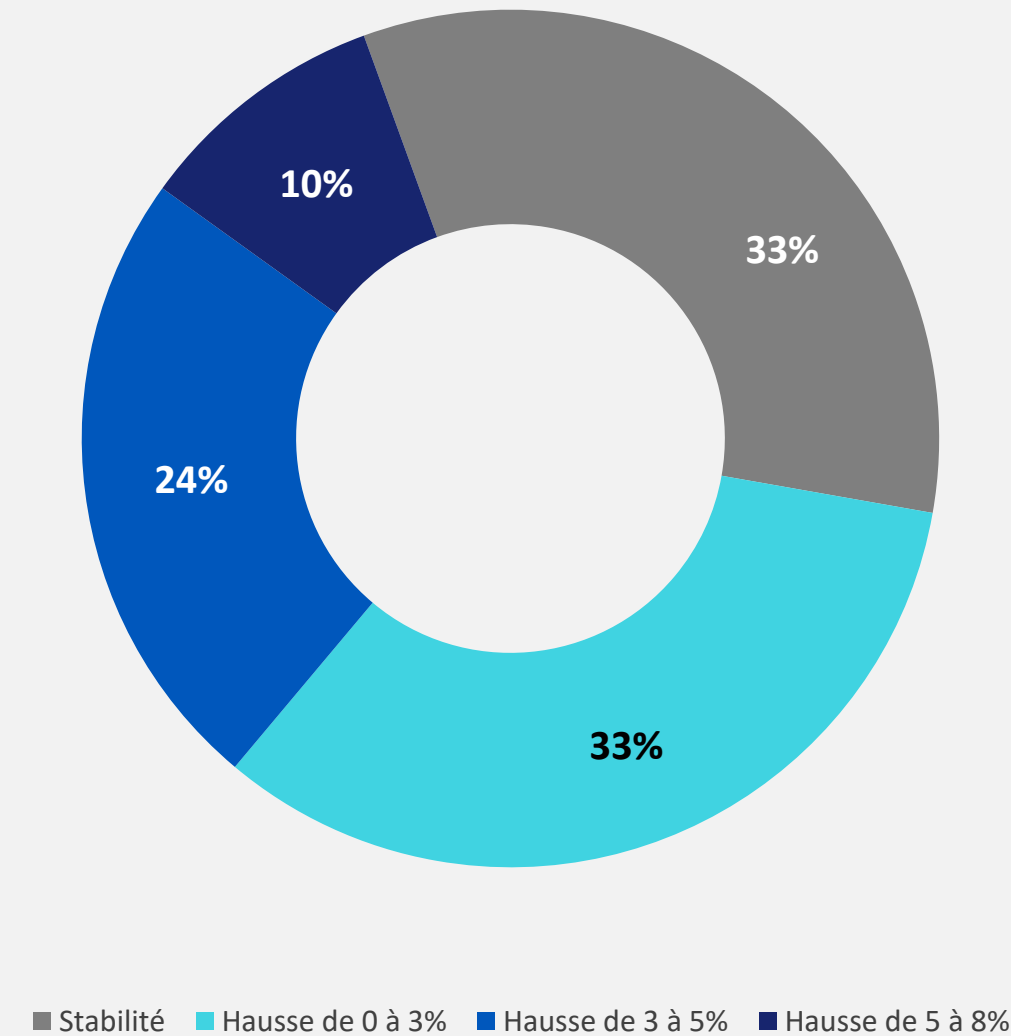
Produits manufacturés (yc pièces auto)

Unité : part en % / Source : CGF / Xerfi



Produits agricoles et alimentaires

Unité : part en % / Source : CGF / Xerfi



5. Impact global sur l'économie de l'entreprise : clients privés

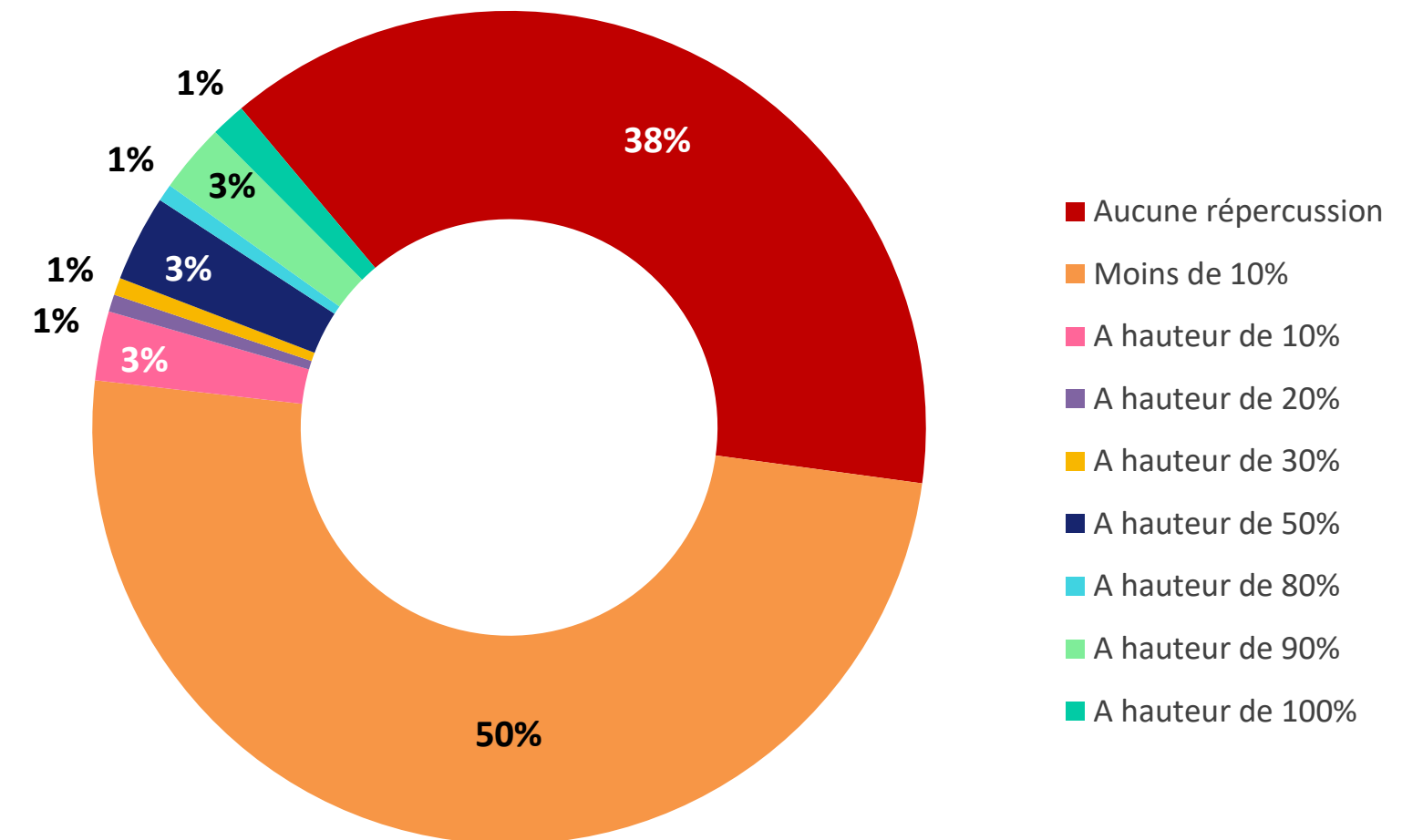
Aucune répercussion des hausses de coûts pour près de 40% des entreprises

- 38% des entreprises du Commerce de gros n'ont, jusqu'à présent, pas pu répercuter les hausses de coûts qu'elles ont subies dans leurs propres prix de vente auprès de leurs clients privés. Pour la moitié des entreprises, la répercussion des coûts a été inférieure à 10%. Seuls 8% des acteurs sont parvenus à répercuter les hausses de coûts à hauteur d'au moins 50%, dont 1% qui ont pu répercuter la totalité de leurs hausses de coûts.
- La situation a été similaire dans les produits manufacturés. Près de 40% des entreprises n'ont pu appliquer aucune répercussion de leurs hausses de coûts dans leurs prix de vente, et plus de la moitié ont dû limiter ces répercussions à moins de 10%. Seules 6% ont pu répercuter au moins la moitié de leurs hausses de coûts, dont 1% la totalité.
- Les entreprises du bâtiment ont bénéficié d'un peu plus de marges de manœuvre. Certes, 36% des acteurs n'ont pu appliquer aucune répercussion de leurs hausses de coûts dans leurs tarifs, et 45% n'ont pu en répercuter que moins de 10%. Néanmoins, 15% des entreprises ont pu relever leurs prix pour couvrir au moins 50% de ces hausses, soit une part plus élevée que dans les autres secteurs.
- À l'inverse, les entreprises des produits agricoles et alimentaires ont été davantage contraintes dans leurs politiques tarifaires. 43% n'ont pu appliquer aucune répercussion de leurs hausses de coûts dans leurs prix de vente, et pour les entreprises restantes, la répercussion a été limitée à moins de 10% des hausses de coûts.

À aujourd'hui, êtes-vous parvenu à répercuter sur vos prix de vente les hausses que vous avez subies ?

Répercussion des hausses subies auprès des clients privés (ensemble du Commerce de gros)

Unité : part en % / Source : CGF / Xerfi



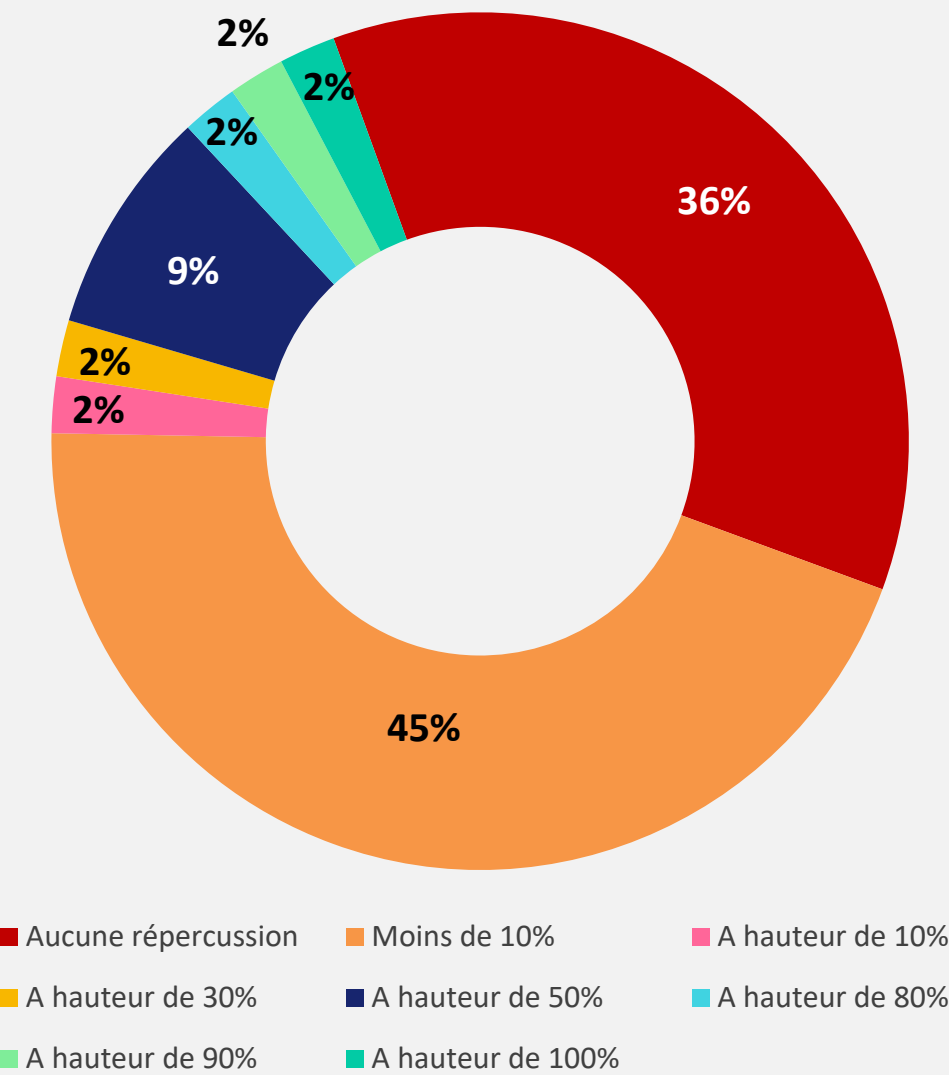
5. Impact global sur l'économie de l'entreprise : clients privés

Des difficultés marquées à répercuter les hausses dans les produits agricoles et alimentaires

Répercussion des hausses subies auprès des clients privés

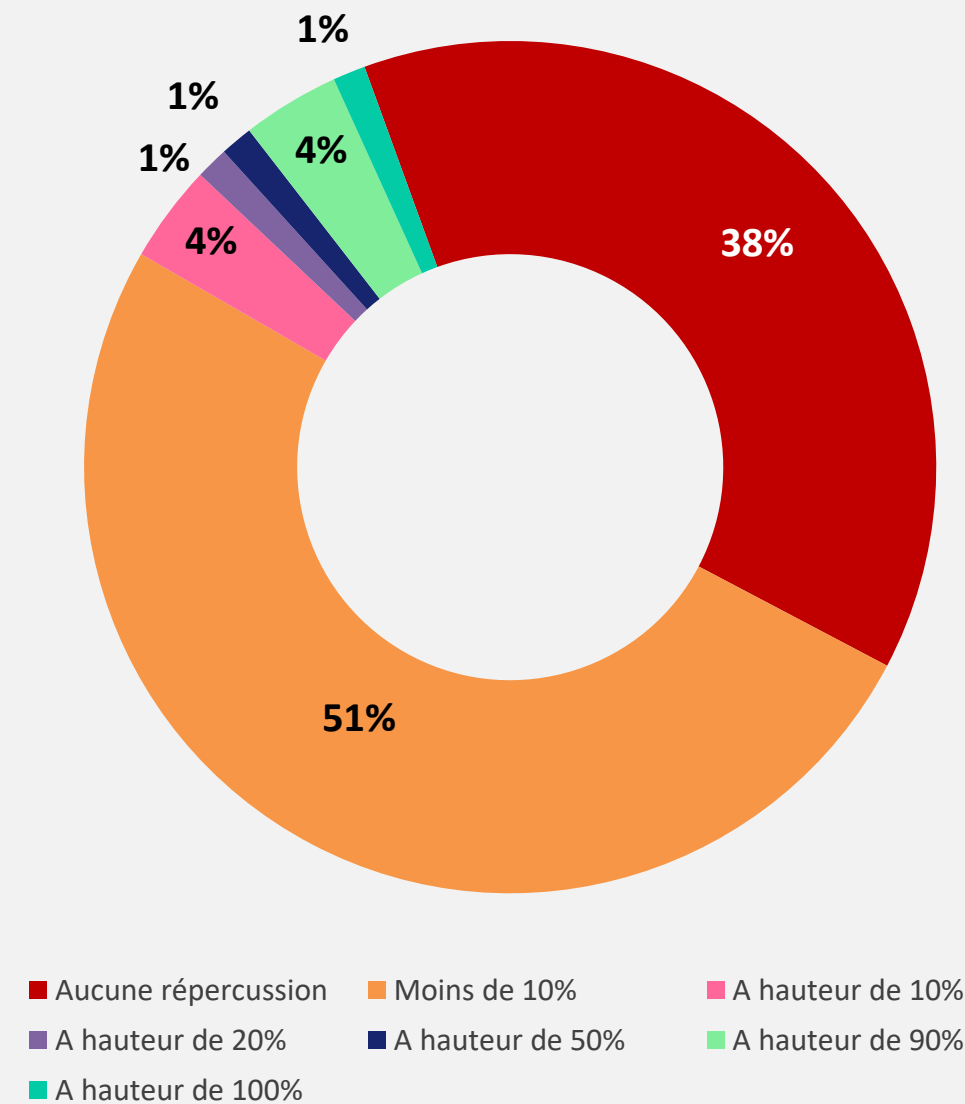
Bâtiment

Unité : part en % / Source : CGF / Xerfi



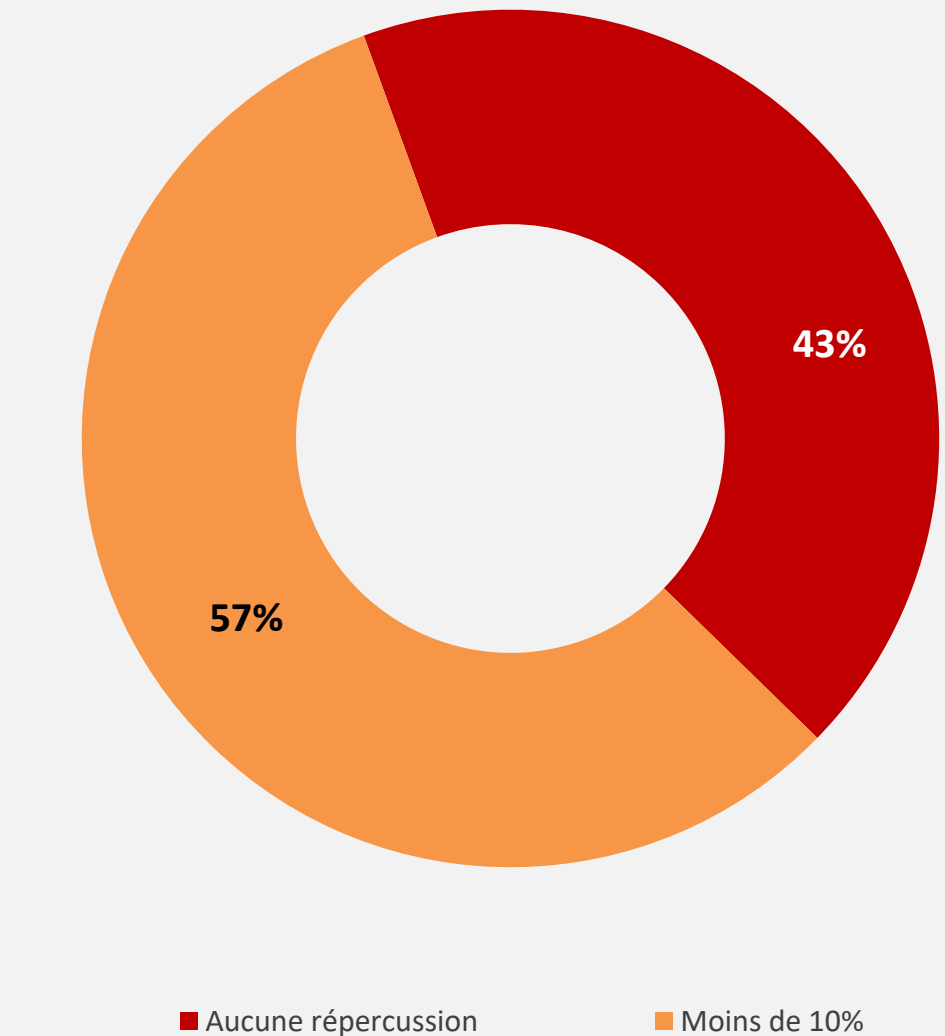
Produits manufacturés (yc pièces auto)

Unité : part en % / Source : CGF / Xerfi



Produits agricoles et alimentaires

Unité : part en % / Source : CGF / Xerfi



5. Impact global sur l'économie de l'entreprise : clients publics

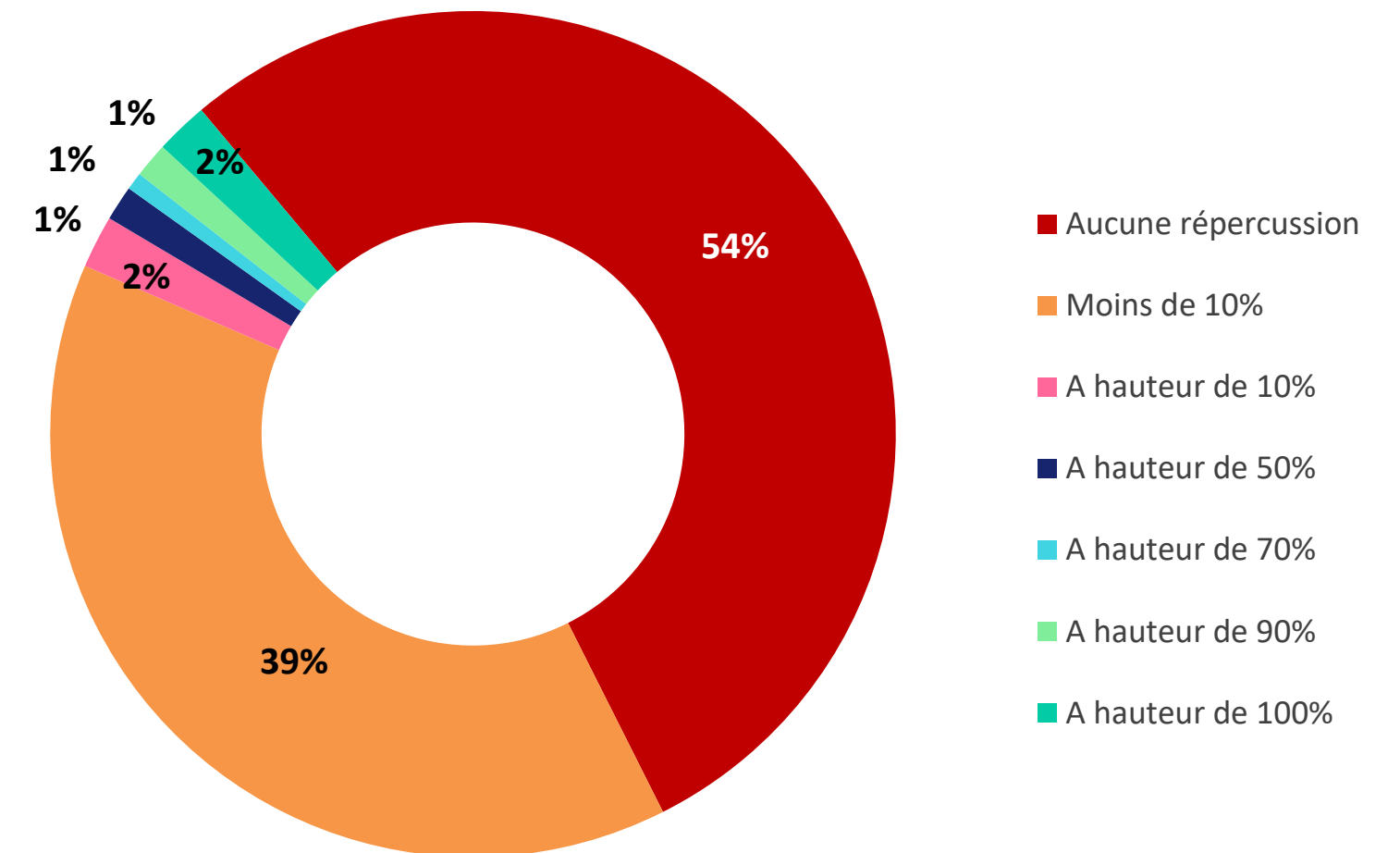
Plus de la moitié des entreprises n'ont pas pu répercuter leurs hausses de coûts

- 54% des entreprises du Commerce de gros n'ont, jusqu'à présent, pas pu répercuter les hausses de coûts qu'elles ont subies dans leurs propres prix de vente auprès de leurs clients publics, soit davantage qu'auprès des clients privés (38%). Pour près de 40% entreprises, la répercussion des coûts a été inférieure à 10%. Seuls 5% des acteurs sont parvenus à répercuter les hausses de coûts à hauteur d'au moins 50%, dont 2% qui ont pu répercuter la totalité de ces hausses.
- Dans les produits manufacturés, la part des entreprises n'ayant pu appliquer aucune répercussion des hausses de coûts (46%) a été un peu moindre qu'au global. Toutefois, près de la moitié des acteurs n'ont pu répercuter que moins de 10% de ces hausses. À nouveau, les capacités de répercussion des hausses de coûts ont été plus limitées qu'auprès des clients privés.
- Les entreprises du bâtiment ont également été plus contraintes pour relever leurs prix auprès de leurs clients publics. Ainsi, 57% des acteurs n'ont pu appliquer aucune répercussion de leurs hausses de coûts dans leurs tarifs (contre 36% auprès des clients privés). Près d'un tiers n'ont pu couvrir que moins de 10% de leurs hausses de coûts, contre seulement 9% qui ont pu en répercuter au moins la moitié.
- Les entreprises des produits agricoles et alimentaires ont à nouveau été dans la situation la plus difficile. Aucune répercussion des hausses des coûts n'a été possible pour plus des trois quarts d'entre elles (43% des entreprises étaient dans ce cas avec leurs clients privés), ou a été limitée à moins de 10% pour les autres acteurs.

À aujourd'hui, êtes-vous parvenu à répercuter sur vos prix de vente les hausses que vous avez subies ?

Répercussion des hausses subies auprès des clients publics (ensemble du Commerce de gros)

Unité : part en % / Source : CGF / Xerfi



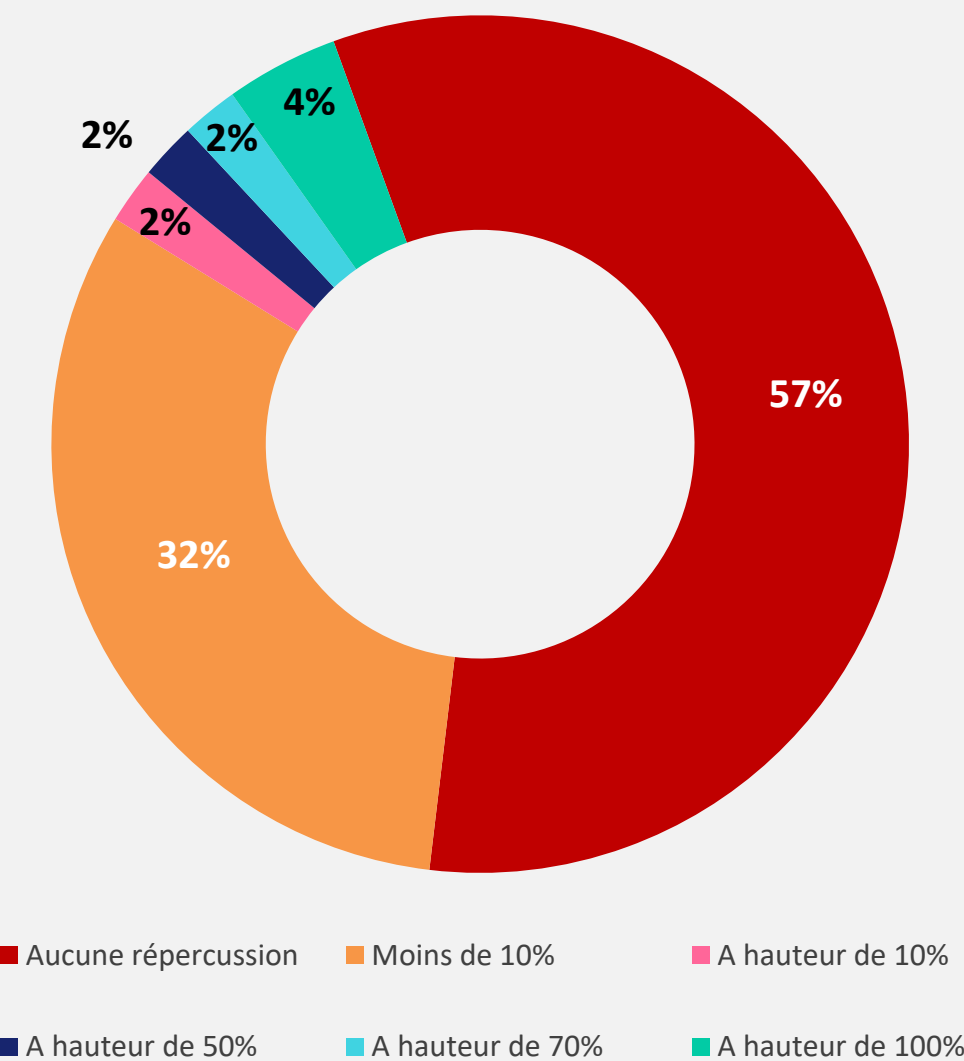
5. Impact global sur l'économie de l'entreprise : clients publics

Les entreprises des produits agricoles et alimentaires toujours les plus contraintes

Répercussion des hausses subies auprès des clients publics

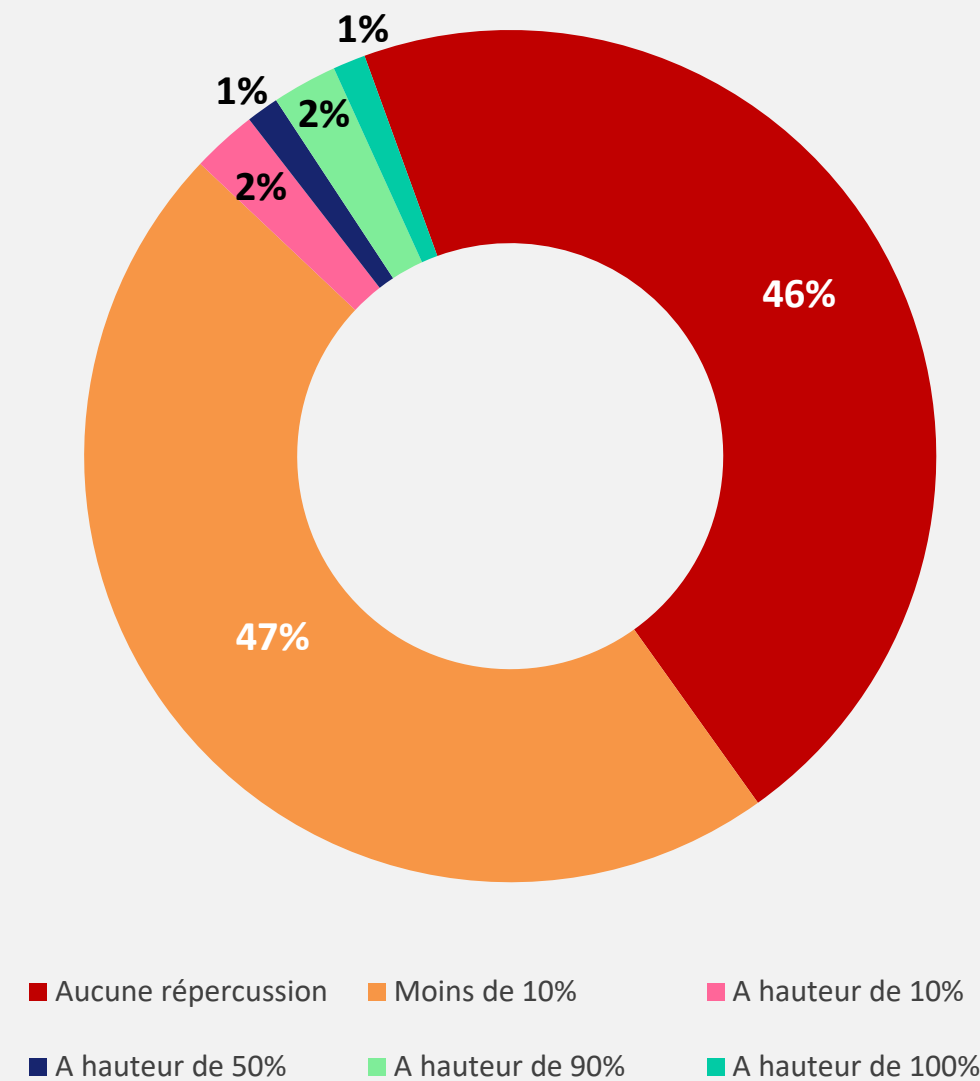
Bâtiment

Unité : part en % / Source : CGF / Xerfi



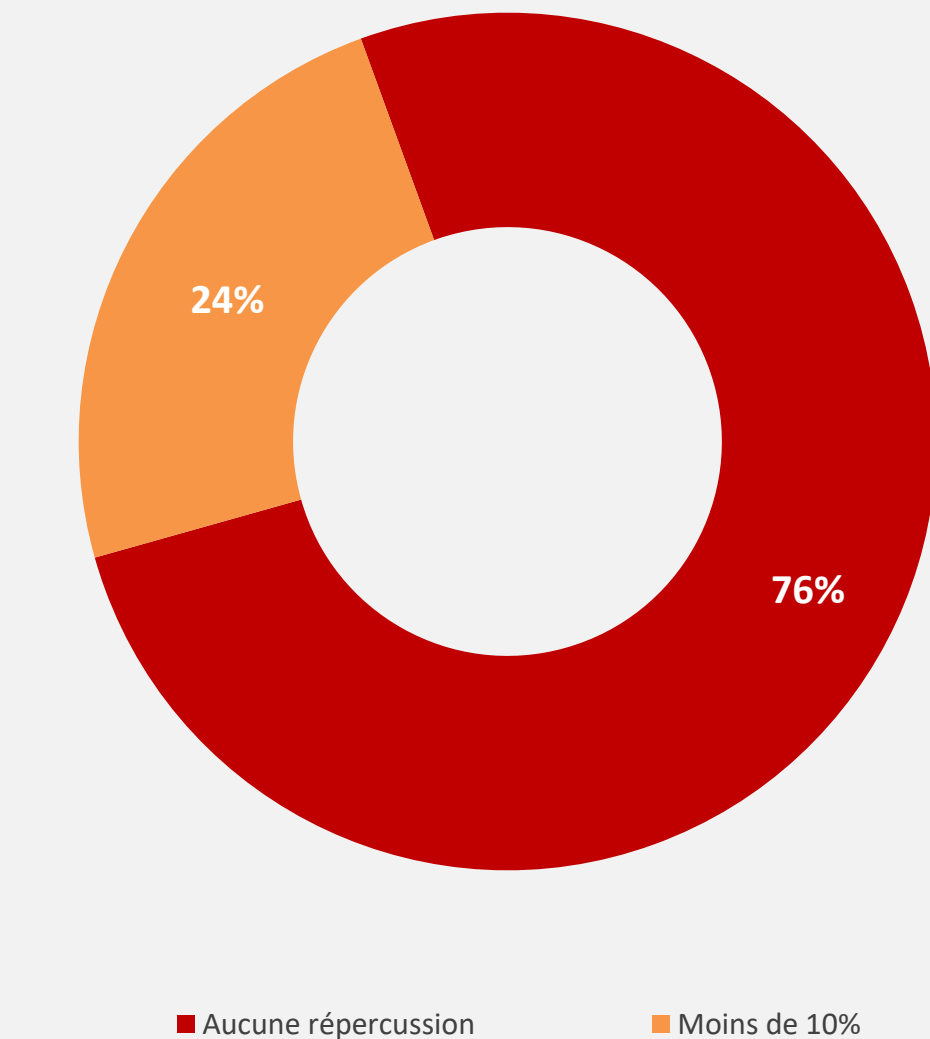
Produits manufacturés (yc pièces auto)

Unité : part en % / Source : CGF / Xerfi



Produits agricoles et alimentaires

Unité : part en % / Source : CGF / Xerfi



6. Perspectives de chiffre d'affaires

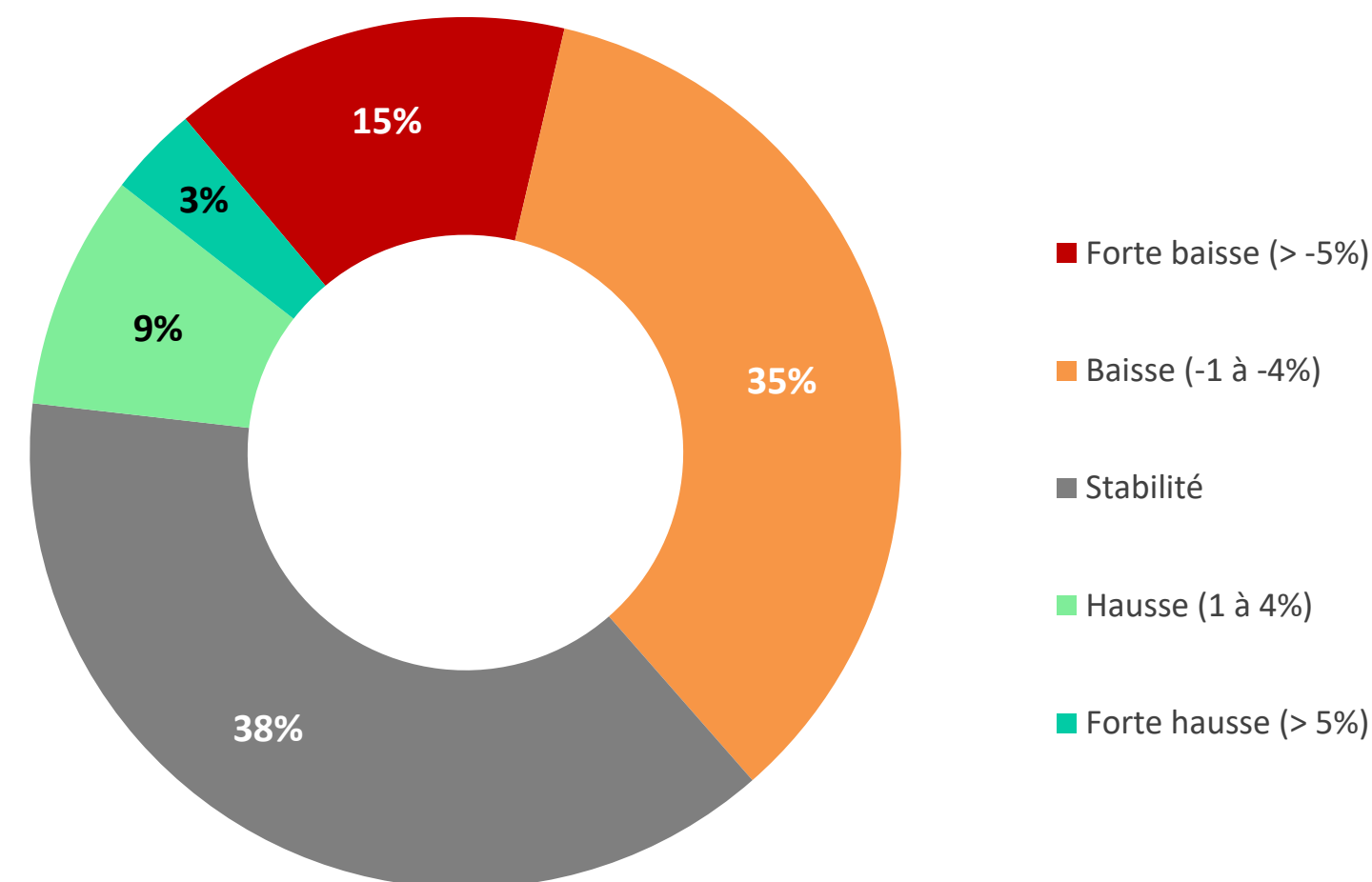
Seules 12% des entreprises prévoient une hausse d'activité en 2026

- Dans ce contexte dégradé et marqué par de fortes incertitudes sur l'évolution de la situation géopolitique et économique en France et à l'international, les entreprises du Commerce de gros sont globalement pessimistes sur l'évolution de leur activité en 2026. La moitié des entreprises anticipent une baisse de chiffre d'affaires sur l'exercice, dont 15% un recul supérieur à 5% et 35% une contraction comprise entre 1 et 4%. Près de 40% des professionnels prévoient de pouvoir maintenir leur activité. Ainsi, seuls 12% d'entre eux envisagent une hausse de chiffre d'affaires, dont 9% une hausse modérée (comprise entre 1 et 4%) et 3% une forte hausse (supérieure à 5%).
- Les anticipations sont plus dégradées dans les produits manufacturés. Moins de 10% des entreprises prévoient une hausse de leur chiffre d'affaires sur l'exercice 2026, dont seulement 2% une hausse supérieure à 5%. Plus de la moitié des professionnels anticipent un recul de leur activité, et 40% une stabilité.
- Le bâtiment est le secteur où les anticipations sont les plus élevées concernant une baisse de chiffre d'affaires en 2026 (57% des entreprises), mais aussi une hausse (15%). En effet, seuls 28% des professionnels prévoient que leur chiffre d'affaires reste stable.
- Les professionnels des produits agricoles et alimentaires sont plus optimistes. Seuls 29% d'entre eux envisagent un recul de leur activité en 2026, une part nettement inférieure aux autres secteurs. En revanche, la proportion des acteurs prévoyant un chiffre d'affaires stable sur l'exercice est plus importante (57%). Ainsi, 14% des professionnels anticipent une hausse de leur activité.

Sur la base des réponses que vous avez apportées, dans une projection où le conflit au Moyen-Orient se poursuivrait tout au long de 2026, quelle perspective anticipez-vous pour votre chiffre d'affaires sur l'exercice 2026 ?

Perspectives de chiffre d'affaires (ensemble du Commerce de gros)

Unité : part en % / Source : CGF / Xerfi



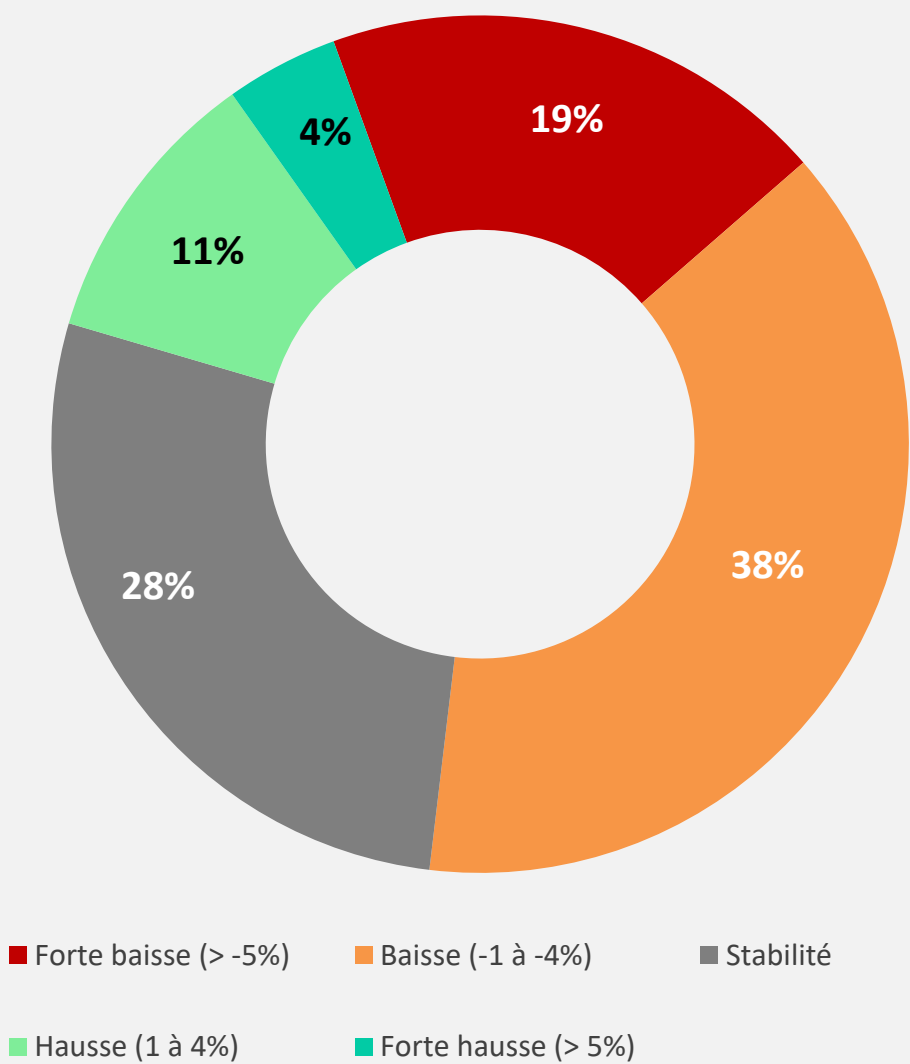
6. Perspectives de chiffre d'affaires

Moins de 10% des entreprises des produits manufacturés prévoient un exercice 2026 en hausse

Perspectives de chiffre d'affaires

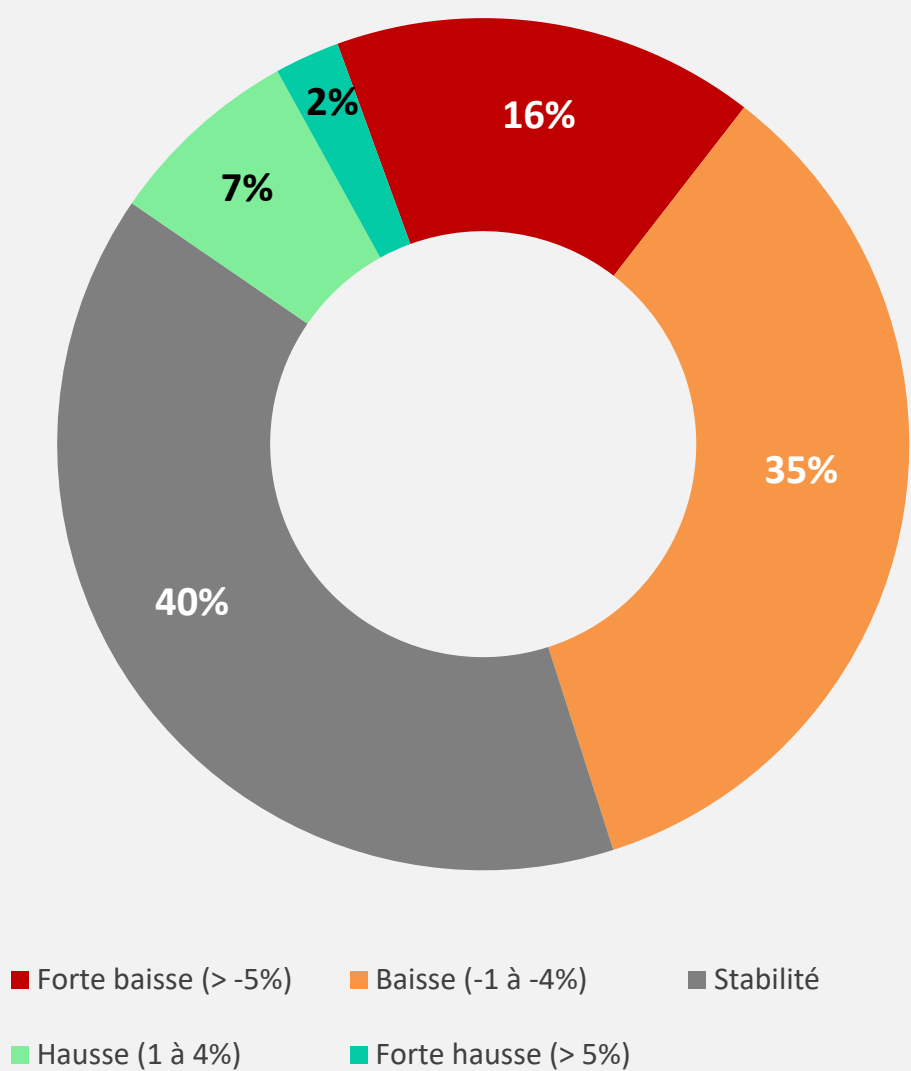
Bâtiment

Unité : part en % / Source : CGF / Xerfi



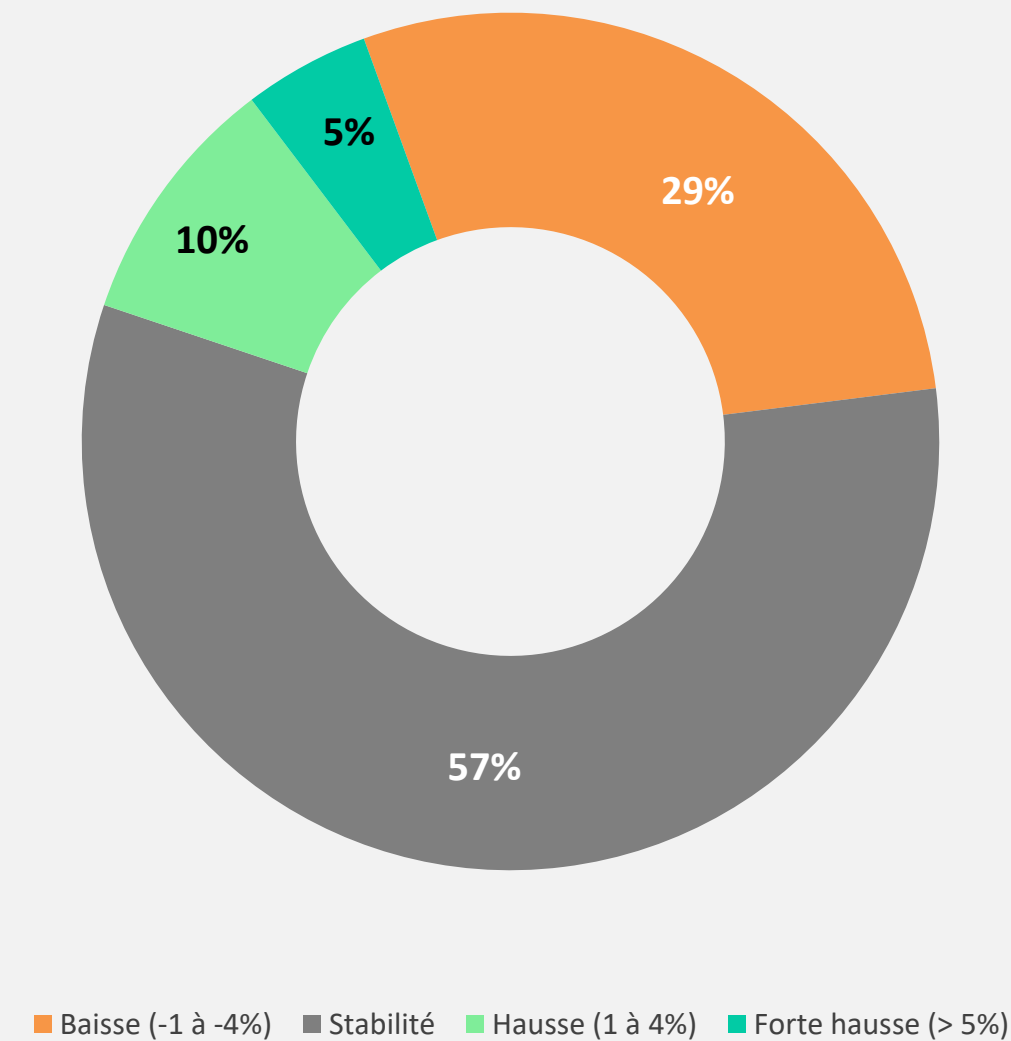
Produits manufacturés (yc pièces auto)

Unité : part en % / Source : CGF / Xerfi



Produits agricoles et alimentaires

Unité : part en % / Source : CGF / Xerfi



Contact :

Laurent FRELAT

Directeur Général

+33(0)6 11 07 48 14

lfrelat@xerfi.fr

www.xerfi.com/xerfi-specific

